



BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI

**RAPPORT DE POLITIQUE
MONETAIRE DU
TROISIEME TRIMESTRE
2025**

Novembre 2025

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES.....	2
RESUME ANALYTIQUE	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	6
1.1. Croissance du PIB mondial	6
1.2. Prix des matières premières et inflation.....	7
1.3. Politique monétaire dans les pays développés.....	9
1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA.....	9
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	13
2.1. Production	13
2.2. Secteur extérieur	14
2.2.1. Commerce extérieur	14
2.2.2. Balance des paiements	18
2.3. Finances et dette publiques	21
2.3.1. Finances publiques	21
2.3.2. Dette publique	22
2.4. Secteur monétaire	23
2.4.1. Réserves des banques et interventions de la BRB.....	23
2.4.2. Taux d'intérêt.....	24
2.4.3. Base monétaire.....	27
2.4.4. Masse monétaire et contreparties	28
2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire.....	30
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	31
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	32
2.5.2. Stabilité Financière	33
2.6. Evolution et perspectives d'inflation.....	36
2.6.1. Evolutions récentes.....	36
2.6.2. Perspectives d'inflation.....	38
MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE	39
ANNEXES	41

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIFF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: <i>Cost Insurance and Freight</i>
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: <i>Free On Board</i> (Franco à Bord)
INSBU	: Institut National de la Statistique du Burundi
KES	: <i>Shilling Kenyan</i>
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Franc Burundi
Mrds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MUSD	: Millions de Dollar Américain
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNP	: Prêts Non Performants
RDC	: République Démocratique du Congo
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RWF	: <i>Franc Rwandais</i>
ROA	: <i>Return on Assets</i> (Rentabilité des actifs)
ROE	: <i>Return on Equity</i> (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: <i>Shilling Tanzanien</i>
UGX	: <i>Shilling Ougandais</i>
USD	: <i>Dollar Américain</i>

RESUME ANALYTIQUE

Dans les pays de l'OCDE, la croissance du PIB de la Zone euro a été faible au troisième trimestre 2025, s'établissant à 0,2%, bien qu'en légère hausse par rapport à celui du trimestre précédent (0,1%). L'économie de cette Zone demeure affectée par la stagnation de la production en Allemagne, la plus grande économie de la Zone euro, due au ralentissement de la demande chinoise et aux droits de douane considérables appliqués principalement par les Etats-Unis d'Amérique ayant affectés les exportations du pays.

Selon les perspectives économiques du FMI du mois d'octobre 2025, la croissance mondiale devrait ralentir, passant de 3,3% en 2024 à 3,2% en 2025 et à 3,1% en 2026. Ce ralentissement serait expliqué par le relèvement des droits de douane et la persistance de l'incertitude liée à l'action publique, ce qui constitue un frein à l'investissement et aux échanges commerciaux.

Au niveau de la Communauté Est Africaine, les projections du FMI tablent sur une croissance de 5,6% en 2025 contre 5,5% enregistré en 2025, un niveau qui est supérieur à la moyenne de toute l'Afrique subsaharienne (4,1% en 2025). Toutefois, ces prévisions pourraient être affectées par des facteurs de vulnérabilité notamment les conditions d'emprunt qui restent contraignantes, l'aide internationale qui se rétrécit ainsi que l'accentuation des conflits régionaux.

Au niveau national, la production du thé sec a augmenté de 30,0% au troisième trimestre 2025, par rapport à la même période de l'année précédente (972,0 tonnes contre 747,8 tonnes). De même, la production du café vert a augmenté de 54,4%, atteignant 4 645,3 tonnes au troisième trimestre de l'année 2025, contre 3 009,4 tonnes enregistrées au cours du même trimestre de l'année 2024.

Au niveau de la production des industries, l'indice moyen de la production industrielle a baissé de 2,3% en glissement annuel, au troisième trimestre 2025, suite à la diminution de la production des industries alimentaires (-2,3%), particulièrement les boissons et le sucre. D'un trimestre à l'autre, l'indice a augmenté de 39,6%.

Selon les prévisions du cadrage macroéconomique de septembre 2025, la croissance de l'activité économique du Burundi est estimée à 4,0% en 2025 contre 4,1% en 2024. Cette décélération reflèterait le ralentissement de l'activité dans le secteur primaire (2,1% contre 2,6% en 2024) et tertiaire décélérerait (5,2% contre 6,3% en 2024). Néanmoins, l'activité dans le secteur secondaire s'accélérerait à 4,6% contre 1,6% en 2024, tirée par les bonnes performances attendues du secteur minier.

La balance des paiements du troisième 2025 fait ressortir un allègement du déficit du compte des transactions courantes (-324 311,9 MBIF contre -363 324,5 MBIF) par rapport au même trimestre de l'année 2024. Cette atténuation du déficit est attribuable à l'allègement du déficit du compte des services

(-161 375,9 MBIF contre -173 319,6 MBIF), combiné à l'accroissement de l'excédent structurel du compte du revenu secondaire de 13,2% au troisième 2025.

D'une année à l'autre, l'encours de la dette publique totale s'est accru de 19,8% à fin septembre 2025, s'établissant à 8 160,2 Mrds de BIF contre 6 809,7 Mrds de BIF, suite à l'accroissement de la dette intérieure (+26,9%) et, dans une moindre mesure, la dette extérieure (+1,5%). Exprimée en pourcentage du PIB, elle représente 46,1% contre 48,7% à la même période de l'année précédente, la limite maximale convenue dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA étant de 50% du PIB.

Par rapport au trimestre précédent, le taux directeur (12%), le taux de la facilité de prêt marginal (14,00%) et le taux des opérations d'apport sous forme de refinancement des secteurs porteurs de croissance (2,00%) sont restés inchangés. Le taux moyen du marché interbancaire a diminué (7,77% contre 7,61%) tandis que le taux des bons du Trésor à 13 semaines a augmenté (8,86% contre 8,98%). Le taux d'intérêt moyen pondéré débiteur a augmenté (14,24% contre 14,06%) de même que le taux d'intérêt moyen pondéré créditeur (7,33% contre 7,29%).

En glissement trimestriel, la base monétaire s'est accrue de 7,4% à fin septembre 2025, s'établissant à 2 371,5 Mrds de BIF contre 2 209,1 Mrds de BIF à fin juin 2025, suite principalement à la hausse de 8,2% des créances nettes sur l'administration centrale. Quant à la masse monétaire M3, elle s'est accrue de 4,9%, atteignant 7 843,7 Mrds de BIF à fin septembre 2025, tirée par l'augmentation de 5,2% des créances sur l'économie et de 3,5% des créances nettes sur l'administration centrale.

Les réserves officielles de change se sont établies à 160,9 MUSD à fin septembre 2025, en hausse de 3,5% par rapport à fin juin 2025. Ces réserves couvrent 1,6 mois d'importations de biens et services contre 1,5 mois à fin juin 2025 et 1,1 mois à fin septembre 2024.

Au niveau du secteur bancaire, l'évolution des principales ressources traduit une augmentation des dépôts de la clientèle de 29,2% sur un an et de 11,3% sur un trimestre. Les refinancements des établissements de crédit auprès de la Banque Centrale ont diminué de 6,2% sur un an, tandis qu'ils ont augmenté de 6,4% sur un trimestre. Quant aux principaux emplois, les crédits à l'économie se sont accrus de 27,3% et les investissements en Bons et Obligations du Trésor ont augmenté de 25,1% en glissement annuel. Sur une base trimestrielle, ils ont augmenté respectivement de 10,2% et de 2,4%.

Le taux des prêts non performants s'est amélioré, s'établissant à 3,8% à fin septembre 2025, après 4,0% à fin juin 2025 et 4,2% à fin septembre 2024, et reste dans la limite acceptable de 5%. Le ratio de solvabilité globale a baissé, s'établissant à 18,5% à fin septembre 2025, contre 19,8% à fin juin 2025 et 21,2% à fin septembre 2024 tout en restant dans la limite minimale réglementaire de 14,5%.

Le taux d'inflation globale s'est établi à 34,2% au troisième trimestre 2025 contre 43,7% au trimestre précédent. Cette diminution a touché, à la fois à l'inflation alimentaire (33,7% contre 44,1%) et non alimentaire (38,6% contre 43,0%). De même, l'inflation sous-jacente a baissé, s'établissant à 40,3% contre 49,4% au trimestre précédent.

Les prévisions pour le quatrième trimestre 2025 indiquent que l'inflation globale pourrait reculer et se situer à 33,0%, avec principalement une inflation alimentaire de 31,2% et énergétique de 10,3%. Ce recul de l'inflation serait principalement imputable à une amélioration dans l'approvisionnement des marchés en vivre et un apaisement des pressions sur le marché des changes. En outre, l'atténuation de l'impact des tensions géopolitiques sur les prix des produits de base pourrait contribuer à réduire l'incertitude économique mondiale.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

Dans les pays de l'OCDE, la Zone euro a enregistré un faible taux de croissance du PIB de 0,2% au troisième trimestre 2025, bien qu'en légère hausse par rapport à celui du trimestre précédent (0,1%). L'économie de cette zone demeure affectée par la stagnation de la production Allemande, la plus grande économie de la zone euro, due au ralentissement de la demande chinoise et aux droits de douane considérables appliqués principalement par les Etats-Unis d'Amérique ayant affectés les exportations du pays. En France, la croissance a été forte (0,5% contre 0,3% au trimestre précédent) soutenue par la bonne tenue du commerce extérieur, notamment avec les exportations de l'industrie aérospatiale et la défense.

En Chine, la croissance du PIB a légèrement progressé au troisième trimestre 2025, s'établissant à 1,1%, contre 1,0% au trimestre précédent.

Tableau 1 : Croissance trimestrielle du PIB des pays de l'OCDE

	PIB Trimestriel		
	T3-2024	T2-2025	T3-2025
États-Unis	0,8	0,9	nd
Zone euro	0,4	0,1	0,2
Allemagne	0,0	-0,2	0,0
France	0,3	0,3	0,5
Royaume uni	0,2	0,3	nd
Japon	0,6	0,5	nd
OCDE	0,6	0,6	nd
Chine	1,5	1,0	1,1
Inde	1,5	1,7	nd
Afrique du Sud	-0,3	0,8	nd

Source : OCDE, comptes nationaux trimestriels, novembre 2025

Selon les perspectives économiques du FMI d'octobre 2025, la croissance mondiale devrait ralentir, passant de 3,3% en 2024 à 3,2% en 2025 et à 3,1% en 2026. Ce ralentissement serait expliqué par le relèvement des droits de douane et la persistance de l'incertitude liée à l'action publique, ce qui constitue un frein à l'investissement et aux échanges. En effet, l'incertitude persistante autour de l'action des pouvoirs publics pourrait freiner la consommation et l'investissement. Une nouvelle intensification des mesures protectionnistes, notamment des barrières non tarifaires, pourrait inhiber l'investissement, perturber les chaînes d'approvisionnement et freiner la croissance de la productivité.

Tableau 2 : Croissance économique mondiale (en%)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB mondial	-2,7	6,6	3,6	3,5	3,3	3,2	3,1
Pays avancés	-4,0	6,0	2,9	1,8	1,8	1,6	1,6
États-Unis	-2,2	6,1	2,5	2,9	2,8	2,0	2,1
Zone euro	-6,0	6,3	3,5	0,5	0,9	1,2	1,1
Japon	-4,2	2,7	0,9	1,4	0,1	1,1	0,6
Pays émergents et pays en développement	-1,7	7,0	4,1	4,7	4,3	4,2	4,0
Chine	2,2	8,4	3,0	5,4	5,0	4,8	4,2
Inde	-6,6	9,1	7,2	9,2	6,5	6,6	6,2
Afrique subsaharienne	-1,5	4,7	4,1	3,6	4,1	4,1	4,4
Nigeria	-1,8	3,6	3,3	2,9	4,1	3,9	4,2
Afrique du Sud	-6,4	4,7	1,9	0,8	0,5	1,1	1,2

FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2025

Aux États-Unis, la croissance devrait reculer, passant de 2,8% en 2024 à 2,0% en 2025 et à 2,1% en 2026, en raison notamment de l'augmentation des droits de douane et de la politique d'immigration restrictive. Dans la zone euro, la croissance pourrait s'établir à 1,2% en 2025, après 0,9% en 2024 et se situerait à 1,1% en 2026. Toutefois, cette croissance demeure faible, en raison de l'aggravation des tensions commerciales et de l'incertitude géopolitique.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait également ralentir de 4,3% en 2024 à 4,2% en 2025 et à 4,0% en 2026, suite principalement à la baisse de la croissance chinoise (de 5,0% en 2024 à 4,8% en 2025 et à 4,2% en 2026). Cette décélération de la croissance chinoise serait principalement due à la hausse des droits de douane et à la réduction du soutien budgétaire.

1.2. Prix des matières premières et inflation

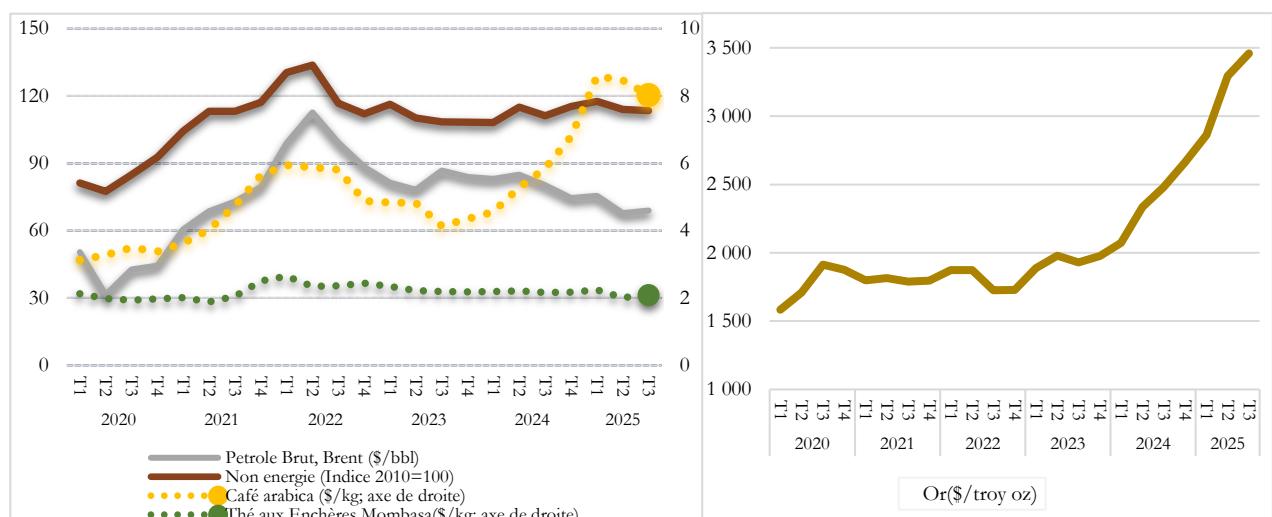
Le cours du baril du pétrole brut Brent demeure favorable, bien qu'en légère hausse (+1,8%), au troisième trimestre 2025, se fixant à 69,0 USD/baril en moyenne, reflétant une amélioration de l'offre, induite par la décision de l'OPEP+ d'augmenter sa production. Par rapport au même trimestre de 2024, le cours du pétrole a baissé de 14,0%.

Dans un contexte d'amélioration des conditions météorologiques au Brésil et au Vietnam, le prix du café a diminué sur les deux trimestres consécutifs. En effet, le cours du café arabica a baissé de 5,2% d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 8,03 USD/kg au troisième trimestre 2025, après une longue période de hausse (+37,3% sur un an), en raison principalement des anticipations d'une forte reprise de l'offre.

Le cours du thé aux enchères de Mombasa a augmenté de 4,0% au troisième trimestre, se situant à 2,09 USD/kg contre 2,01 USD/kg au deuxième trimestre 2025.

Le prix de l'Or a atteint un niveau record de 3 459 USD/troy oz¹ au troisième trimestre 2025, en hausse de 5,0% par rapport au trimestre précédent et de 39,5% par rapport au même trimestre de 2024. Cette hausse s'explique par le fait que les investisseurs se retournent sur ce métal jaune, délaissant le dollar, valeur de refuge concurrente, en raison de l'anticipation de la baisse des taux américains, des tensions géopolitiques et d'incertitudes entourant la politique commerciale américaine.

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières



Source : Etablis à partir des données de la Banque Mondiale, Perspectives des marchés de produits de base, octobre 2025

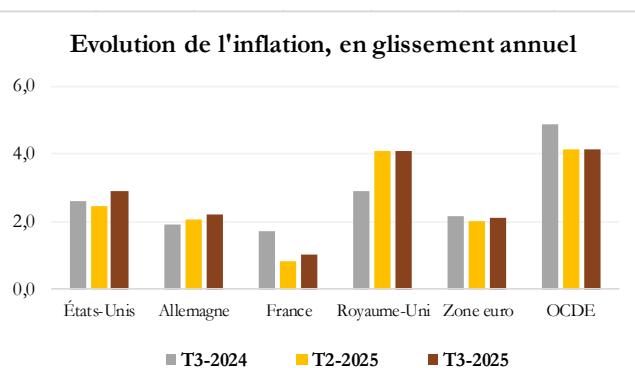
L'inflation est restée globalement stable au troisième trimestre 2025 dans les grandes économies de l'OCDE et est proche de la cible des banques centrales dans certains pays. Calculée en glissement annuel, elle s'est stabilisée à 4,1% dans la zone OCDE au troisième trimestre 2025 après avoir oscillé à ce même taux au trimestre précédent. De même, elle s'est presque stabilisée au Royaume-Uni (4,1%) et dans la Zone euro (2,1% contre 2,0%). L'inflation a légèrement augmenté aux États-Unis (2,9% contre 2,5%).

Dans les pays émergents et en développement, la Chine est restée dans la déflation au troisième trimestre 2025 comme au trimestre précédent (-0,21% contre -0,01%), suite à une demande domestique faible. L'inflation a légèrement augmenté en Inde (2,9% contre 2,8%).

¹ Un troy oz équivaut à 31,1034768 grammes d'or.

Tableau 3 : Inflation dans le monde (en%)

	T3-2024	T2-2025	T3-2025
États-Unis	2,6	2,5	2,9
Japon	nd	nd	nd
Allemagne	1,9	2,1	2,2
France	1,7	0,8	1,0
Royaume-Uni	2,9	4,1	4,1
Zone euro	2,2	2,0	2,1
OCDE	4,9	4,1	4,1
Chine	0,5	0,0	-0,2
Inde	2,9	2,8	2,9
Afrique du Sud	4,2	nd	nd



Source : OCDE, principaux indicateurs économiques, octobre 2025

1.3. Politique monétaire dans les pays développés

Bien que les anticipations d'inflation aient globalement augmenté au cours de ce trimestre, en rapport avec l'application des droits de douane, notamment aux Etats-Unis, les taux d'inflation se situent à des niveaux proches de l'objectif cible (2%) des banques centrales dans certains pays. Ainsi, au cours du troisième trimestre 2025, la Réserve Fédérale Américaine (FED) a maintenu, au mois de juillet, ses taux des fonds fédéraux dans la fourchette comprise entre [4,25% et 4,50%], avant de les rabaisser de 25 points de base au mois de septembre 2025, ramenant la fourchette à [4,00% et 4,25%].

Au cours du troisième trimestre 2025, la Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé de laisser inchangés ses trois taux d'intérêt directeurs, à 2,00% pour la facilité de dépôt, à 2,15% pour les opérations principales de refinancement et à 2,40% pour la facilité de prêt marginal, estimant que l'inflation se situe autour de l'objectif de 2,0% et que les hausses des salaires ont reculé.

1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

- **Croissance du PIB**

D'après les projections du FMI du mois d'octobre 2025, la croissance de la CEA-5 passerait de 5,5% en 2024 à 5,6% en 2025, un niveau supérieur à la moyenne de toute l'Afrique subsaharienne (4,1% en 2025). Toutefois, ces prévisions pourraient être affectées par des facteurs de vulnérabilité notamment les conditions d'emprunt qui restent contraignantes, l'aide internationale qui se rétrécit ainsi que l'accentuation des conflits régionaux.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en%)

	Moyenne 2011-19	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (p)	2026 (p)
BURUNDI*	3,8	0,3	3,2	2,2	3,3	4,1	4,0	4,8
RWANDA	7,1	-3,4	10,9	8,2	8,3	8,9	7,1	7,5
OUGANDA	5,3	-1,1	5,5	6,2	4,9	6,3	6,4	7,6
TANZANIE	6,7	4,5	4,8	4,7	5,1	5,5	6,0	6,3
KENYA	4,7	-0,3	7,6	4,9	5,7	4,7	4,8	4,9
RDC	5,9	1,7	1,7	9,2	8,5	6,5	5,3	5,3
SOUDAN DU SUD	-5,3	-6,5	5,3	-5,2	3,0	-26,1	24,3	22,4
AFSS	3,7	-3,1	3,8	4,4	3,7	4,1	4,1	4,4

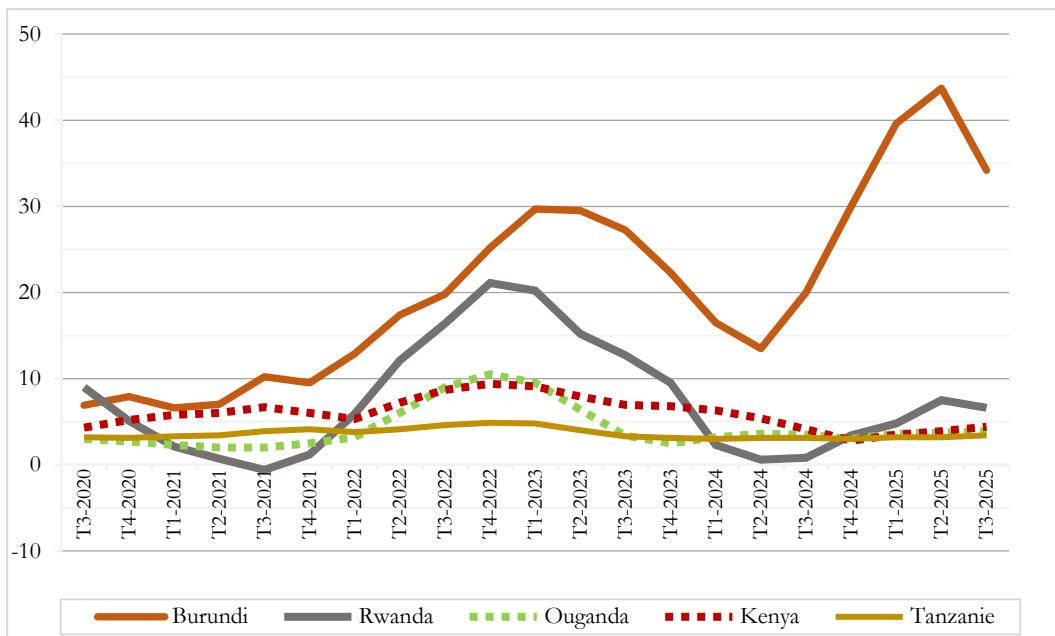
Source : FMI, Perspectives économiques régionales, Afrique Subsaharienne, octobre 2025

** Les données sur le PIB du Burundi sont tirées du cadrage macroéconomique de septembre 2025*

• Inflation

Au troisième trimestre 2025, l'inflation dans les pays de la CEA est restée dans la marge de l'objectif de 8,0% fixé dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA, à l'exception de l'inflation au Burundi qui reste au-delà de ce critère bien qu'ayant diminué en moyenne trimestrielle, en s'établissant à 34,2% au T3-2025, contre 43,7% au T2-2025. Dans les autres pays, l'inflation a diminué au Rwanda (6,6% contre 7,5%) tandis qu'elle a légèrement augmenté en Tanzanie (3,4% contre 3,2%), en Ouganda (3,9% contre 3,7%) et au Kenya (4,4% contre 3,9%).

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en%)



Source : Offices nationaux des statistiques

- **Politique monétaire**

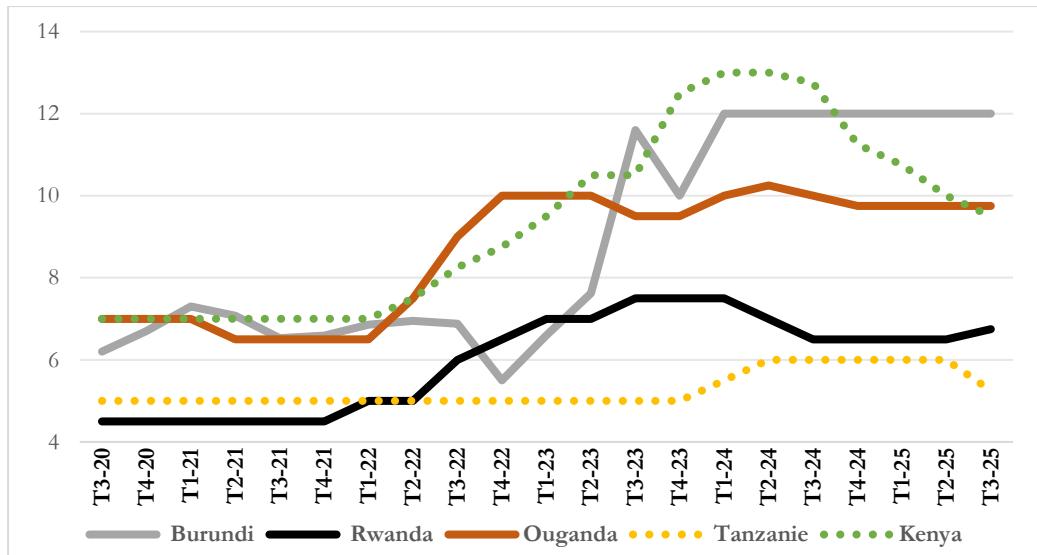
Au troisième trimestre 2025, les politiques monétaires menées par les banques centrales des pays partenaires de la CEA ont été divergentes.

La banque centrale du Kenya et de la Tanzanie ont réduit leurs taux d'intérêts directeurs, les ramenant respectivement de 10,00% à 9,50% et de 6,00% à 5,25%. En Tanzanie, l'inflation est restée constamment dans la fourchette cible de 3% à 5% et resterait stable en dépit des risques liés aux tensions géopolitiques et aux hausses de droits de douane dans les économies de marché avancées et émergentes. Par contre, la banque centrale du Rwanda a augmenté de 25 points de base son taux d'intérêt, le passant de 6,50% à 6,75%, estimant que les risques de hausse d'inflation existent.

Quant à la banque centrale du Burundi² et de l'Ouganda, elles ont maintenu les taux d'intérêt à leurs niveaux du trimestre précédent, respectivement à 12,00% et à 9,75%.

² Au Burundi, le taux de facilité de prêt marginal était considéré comme proxy du taux directeur jusqu'à fin novembre 2023

Graphique 3 : Taux directeurs des banques centrales



Source : banques centrales des pays de la CEA

- **Taux de change**

Concernant l'évolution du cours de change des monnaies des pays de la CEA par rapport au dollar américain, leurs fluctuations sur un an ont dépassé la limite³ de $\pm 5,0\%$, en Tanzanie (-10,1%), en Ouganda (-5,5%) et au Rwanda (7,6%).

En glissement trimestriel, le Shilling Tanzanien et le Shilling Ougandais se sont appréciés de 6,7% et de 2,7%, respectivement. De même, ces monnaies se sont appréciées sur un an à respectivement -10,1% et -5,5%. Les monnaies des autres pays se sont dépréciées, tel que le Franc Burundi (0,5%), le Franc Rwandais (1,0%) et le Shilling Kenya (0,01%).

Tableau 5 : Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/BIF	USD/RWF	USD/UGX	USD/TZS	USD/KSH
sept-24	2 900,25	1 345,96	3 711,31	2 718,48	129,20
juin-25	2 943,02	1 433,02	3 605,84	2 618,32	129,23
sept-25	2 956,83	1 447,96	3 507,79	2 442,85	129,24
Variation trim.	0,5	1,0	-2,7	-6,7	0,01
Variation sur un an	2,0	7,6	-5,5	-10,1	0,03

Source : Sites web des banques centrales des pays de la CEA

³ Limite convenue dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change dans la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production

La production du thé sec a augmenté de 30,0% au troisième trimestre 2025, par rapport à la même période de l'année précédente (972,0 tonnes contre 747,8 tonnes). Toutefois, les ventes ont baissé de 11,7%, se fixant à 2 002,8 tonnes au troisième trimestre 2025 contre 2 269,0 tonnes au troisième trimestre 2024.

La production du café vert a augmenté de 54,4%, atteignant 4 645,3 tonnes au troisième trimestre de l'année 2025, contre 3 009,4 tonnes enregistrées au cours du même trimestre de l'année 2024. Au contraire, la quantité vendue a baissé de 18,4% (905 tonnes contre 1 109 tonnes en 2024).

Concernant la production des industries, l'indice moyen de la production industrielle a fléchi de 2,3%, en glissement annuel, au troisième trimestre 2025, suite à la baisse de la production des industries alimentaires (-2,3%) et de celle des industries chimiques (-2,0%). La baisse de la production des industries alimentaires a particulièrement concerné les boissons gazeuses (-19,0%), la bière Primus (-23,2%) et le sucre (-11,6%). La baisse de la production des industries chimiques a particulièrement affecté la production de peinture (-24,8%). Néanmoins, d'un trimestre à l'autre, l'indice a augmenté de 39,6%, s'établissant 201,6 à 144,4 ; en rapport principalement avec la hausse de la production des industries alimentaires (+31,4%).

La production d'électricité par la REGIDESO s'est accrue de 8,6% au troisième 2025, en glissement annuel, passant de 99 078 à 107 554 Mégawatts, en liaison particulièrement avec l'augmentation de la production des centrales hydroélectriques Rusumo falls (+3,6%) et Rwegura (+39,9%). Par rapport au trimestre précédent, la production de l'énergie a baissé (-7,4%).

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura a augmenté de 20,4% au troisième trimestre de l'année 2025, en comparaison avec le trimestre correspondant de l'année 2024. Cette augmentation a été principalement tirée par la hausse des importations du carburant et lubrifiants (+213,2%), des produits industriels alimentaires (+77,2%) et des produits divers (30,8%). Toutefois, d'un trimestre à l'autre, ce volume a baissé de 12,7%.

A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers a augmenté de 6,5% en glissement annuel, s'éllevant à 75 136 contre 70 526 passagers au troisième trimestre de l'année 2024. D'un trimestre à l'autre, le nombre de passagers a augmenté de 32,9%. Le trafic des aéronefs est resté constant à 1 174 aéronefs, en glissement annuel, tandis qu'il a baissé de 3 mouvements d'un trimestre à l'autre (1174 aéronefs contre 1 117 aéronefs).

Selon les prévisions du cadrage macroéconomique de septembre 2025, la croissance de l'activité économique du Burundi est estimée⁴ à 4,0% en 2025 contre 4,1% enregistré en 2024. Cette décélération reflèterait la détérioration de l'activité dans le secteur primaire (2,1% contre 2,6% en 2024) et dans le secteur tertiaire (5,2% contre 6,3% en 2024). Toutefois, l'activité dans le secteur secondaire pourrait s'accélérer (4,6% contre 1,6% en 2024), tiré par les bonnes performances attendues du secteur minier.

Tableau 6 : Croissance du PIB réel (en%)

	2022	2023	2024	2025 (est)	2026(proj)
Croissance du PIB réel	2,2	3,3	4,1	4,0	4,8
Secteur primaire	2,1	0,5	2,6	2,1	7,8
Secteur secondaire	2,8	2,6	1,6	4,6	4,0
Secteur tertiaire	2,6	5,3	6,3	5,2	3,8

Source : Cadrage macroéconomique, février 2025

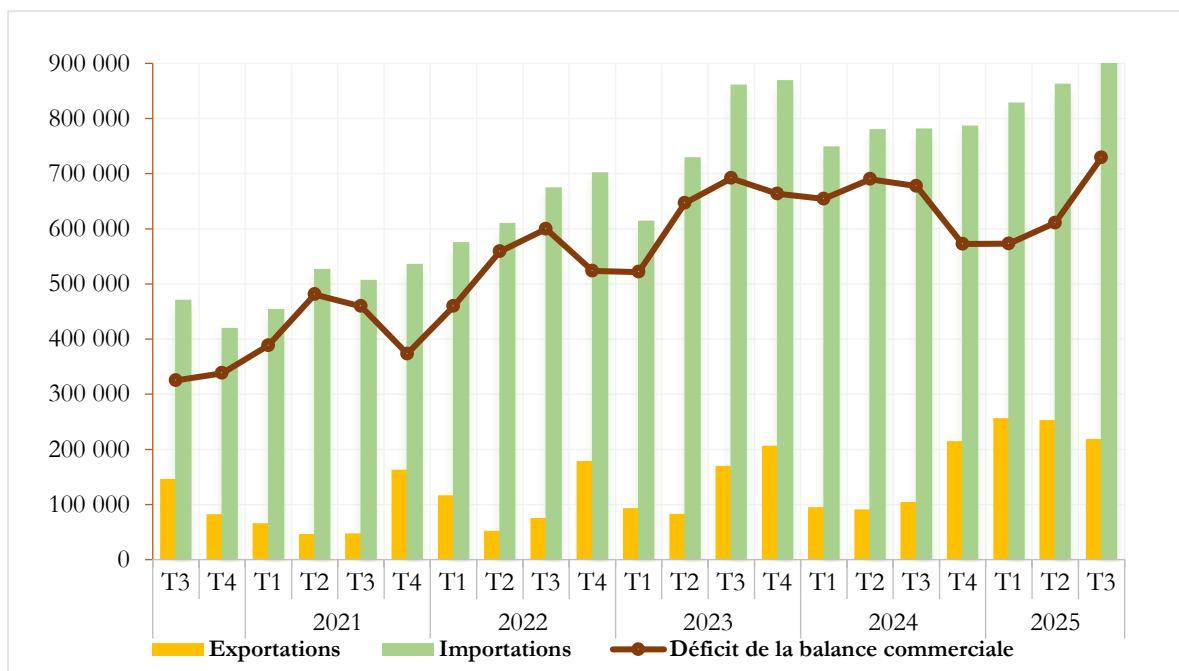
2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale s'est creusé davantage au troisième 2025, se situant à 728 957,4 MBIF contre 677 485,2 MBIF à la même période de l'année 2024. Cet élargissement du déficit résulte de l'augmentation plus importante des importations (+165 843,0 MBIF) que celle des exportations (+114 370,9 MBIF). De manière subséquente, le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 13,4% à 23,1% au troisième 2024, soit une progression de 9,7%.

⁴ Ces prévisions pourraient être révisées en fonction de la mise à jour des données des comptes nationaux

Graphique 4 : Evolution de la balance commerciale (en MBIF)



Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

2.2.1.1. Evolution des exportations

Les exportations totales en valeur ont presque doublé au troisième 2025, en glissement annuel, se fixant à 218 867,8 MBIF contre 104 496,9 MBIF. Cet accroissement a porté sur les produits primaires (150 349,9 MBIF contre 46 284,0 MBIF) et dans une moindre mesure sur les produits manufacturés (68 517,9 MBIF contre 58 212,9 MBIF).

L'augmentation des exportations des produits primaires est principalement imputable à l'exportation de 267,8067 kilogrammes de l'or au mois de septembre 2025 d'une valeur de 93 666,3 MBIF, combinée à une augmentation des exportations du café marchand (+17 124,5 MBIF), des minéraux autres que l'or (+1 941,0 MBIF) et du thé (+1 448,0 MBIF).

Quant à la progression des exportations des produits manufacturés, elle est principalement liée à l'augmentation des exportations des bières (+125,7%) et des cigarettes (+15,7%). Toutefois, les exportations de la farine de blé (-38,0%) et des savons (-19,9%) ont fléchi.

En termes de volume, les exportations totales ont progressé de 4,4%, s'établissant à 40 743,9 tonnes au troisième 2025 contre 39 017,4 tonnes au troisième trimestre 2024.

Tableau 7 : Principaux produits exportés (en MBIF)

	T3-2024	T2-2025	T3-2025
1. Produits primaires	46 284,0	196 168,5	150 349,9
<u>dont:</u> Café	8 395,1	71 254,6	25 519,6
Thé	11 378,1	10 374,0	12 826,1
Or	0,0	105 647,6	93 666,3
Minéraux (non compris l'or)	12 800,1	5 752,5	14 741,1
2. Produits manufacturés	58 212,9	56 711,5	68 517,9
<u>dont:</u> Bouteilles en verre foncé	3 117,7	4 695,6	4 208,0
Bières	7 631,9	16 847,9	17 226,6
Cigarettes	10 041,4	9 841,6	11 620,1
Savons	3 866,8	2 892,7	3 097,1
EXPORTATIONS TOTALES	104 496,9	252 880,1	218 867,8

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Par rapport au trimestre précédent, les exportations totales en valeur ont reculé de 13,4%, suite principalement au repli des exportations du café (-64,2%) et de l'or (-11,3%).

Par contre, en volume, les exportations ont augmenté de 11,5% d'un trimestre à l'autre (40 743,9 contre 36 556,5 tonnes). Cette évolution haussière fait principalement suite à l'augmentation du volume des exportations de la farine de blé (+57,5%) et du thé (+29,6%). Par contre, le volume exporté du café et des bières a reculé de 61,3% et 11,3%, respectivement.

2.2.1.2. Evolution des importations

En glissement annuel, les importations du troisième trimestre 2025 sont ressorties à 947 825,2 MBIF, soit une augmentation de 21,2% par rapport à 781 982,1 MBIF enregistré au même trimestre de 2024. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des acquisitions de biens de production (8,7%), d'équipement (+13,4%) et de consommation (+42,8%).

L'augmentation des importations des biens de production a principalement porté sur les biens de production destinés à l'agriculture et élevage (+130,2%) et ceux destinés à l'industrie métallurgique (+74,1%). Par contre, les importations des huiles minérales (-38,4%), de biens de production destinés à l'industrie alimentaire (-37,7%) et ceux destinés à la construction (-5,0%) ont baissé.

Quant aux importations des biens d'équipement, leur progression a porté sur le matériel électrique (+39,7%), les "tracteurs, véhicules et engins de transport" (+21,2%) et les chaudières et engins mécaniques (+8,4%). Toutefois, les importations des pièces et outillages ont légèrement baissé, passant de 15 798,7 MBIF à 15 089,6 MBIF au troisième trimestre 2025.

S'agissant des importations de biens de consommation, leur augmentation en valeur a principalement concerné les biens alimentaires (+44,7%), les véhicules (+44,7%) et les textiles (+38,7%).

En termes de volume, les importations totales ont légèrement progressé, se situant à 376 348,2 tonnes contre 372 965,8 tonnes, en liaison principalement avec l'augmentation du volume des importations des biens de production destinés à l'agriculture et élevage (+122,5%) et à l'industrie métallurgique (+54,9%). Par contre, le volume des importations des biens non durables alimentaires (-12,6%), des huiles minérales (-17,8%), des biens de production destinés à l'industrie alimentaire (-52,7%) et à la construction (-29,2%) a baissé.

Tableau 8 : Principaux produits importés (en MBIF)

	T3-2024	T2-20225	T3-2025
1. Biens de production	372 292,6	382 993,7	404 749,5
<u>dont:</u> Huiles minérales	134 523,4	98 701,9	82 811,0
Métallurgie	26 388,6	25 675,9	45 939,3
Alimentation	56 702,3	57 781,2	35 305,0
Construction	37 269,2	35 306,7	35 389,1
Agriculture et élevage	66 408,0	112 628,9	152 885,8
2. Biens d'équipement	142 660,8	151 032,0	161 762,3
<u>dont:</u> Chaudières ,engins mécaniques	44 091,4	42 887,1	47 816,8
Pièces et outillages	15 798,7	16 030,1	15 089,6
Matériel électrique	32 254,2	35 922,9	45 049,0
Tracteurs,véhicules et engins / transport	33 481,1	41 401,0	40 589,6
3. Biens de consommation	267 028,8	329 475,9	381 313,3
<u>dont:</u> Alimentaires	87 300,2	123 217,3	126 358,6
Pharmaceutiques	27 997,5	22 876,7	36 615,9
Textiles	23 468,3	35 458,6	32 543,8
Véhicules	24 557,3	31 713,6	35 426,2
IMPORTATIONS TOTALES	781 982,1	863 501,6	947 825,2

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Par rapport au trimestre précédent, les importations ont augmenté en valeur (+9,8%), tirées principalement par les biens de production destinés à l'agriculture et élevage (+35,7%), à l'industrie métallurgique (+78,9%), le matériel électrique (+25,4%) et les biens pharmaceutiques (+60,1%). Par contre, les importations des huiles minérales et des biens de production destinés à l'industrie alimentaire ont reculé de 16,1% et de 38,9%, respectivement.

En termes de volume, les importations totales ont augmenté de 7,8% d'un trimestre à l'autre, s'élevant à 376 348,2 tonnes contre 349 030,7 tonnes. Cette progression est essentiellement imputable à l'augmentation du volume importé des biens de production destinés à l'agriculture et élevage (+67,6%) et à l'industrie métallurgique (+85,8%). Par contre, la quantité importée des textiles (-20,3%), des biens non durables alimentaires (-3,7%), des huiles minérales (-12,3%), des biens de production destinés à l'industrie alimentaire (-51,1%) et à la construction (-5,1%) a reculé.

2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du troisième 2025 fait ressortir un allègement du déficit du compte des transactions courantes par rapport au même trimestre de l'année précédente (-377 829,5 MBIF contre -386 255,6 MBIF). Cette atténuation du déficit résulte de l'allègement du déficit du compte des services (-161 375,9 MBIF contre -173 319,6 MBIF), combiné à l'accroissement de l'excédent structurel du compte du revenu secondaire de 13,2% au troisième trimestre 2025. Par contre, le déficit du compte de biens et celui des revenus primaires se sont creusés davantage, se fixant respectivement à 591 124,7 MBIF contre 554 240,1 MBIF et à 16 985,6 MBIF contre 4 735,1 MBIF au troisième trimestre 2024.

L'excédent structurel du compte du revenu secondaire a augmenté de 346 039,2 MBIF à 391 656,7 MBIF du troisième trimestre 2024 au troisième trimestre de 2025. Cette évolution croissante est

principalement imputable à l'augmentation des transferts nets au profit de l'administration publique de 42 941,3 MBIF au troisième 2025.

L'atténuation du déficit du compte des services est principalement liée à la diminution des déficits des postes « Voyage » (-20 894,8 MBIF contre -30 272,9 MBIF) et « Services financiers autres qu'assurances » (-8 908,3 MBIF contre -34 867,2 MBIF), combinés à la progression de l'excédent du poste « Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a » (60 784,4 MBIF contre 47 317,2 MBIF). Par contre, le déficit du poste « services de transport » s'est creusé, en glissement annuel, passant de 149 262,9 MBIF à 182 079,9 MBIF au troisième trimestre 2025, spécialement les services « Transports routiers » dont le déficit est passé de 85 832,5 MBIF à 108 336,7 MBIF au troisième trimestre 2025.

Le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 31 983,8 MBIF contre 55 759,8 MBIF au même trimestre de l'année précédente, soit une régression de 42,6%, imputable au repli des transferts sous forme de dons projets au profit de l'administration publique.

Tableau 9 : Balance des paiements (en MBIF)

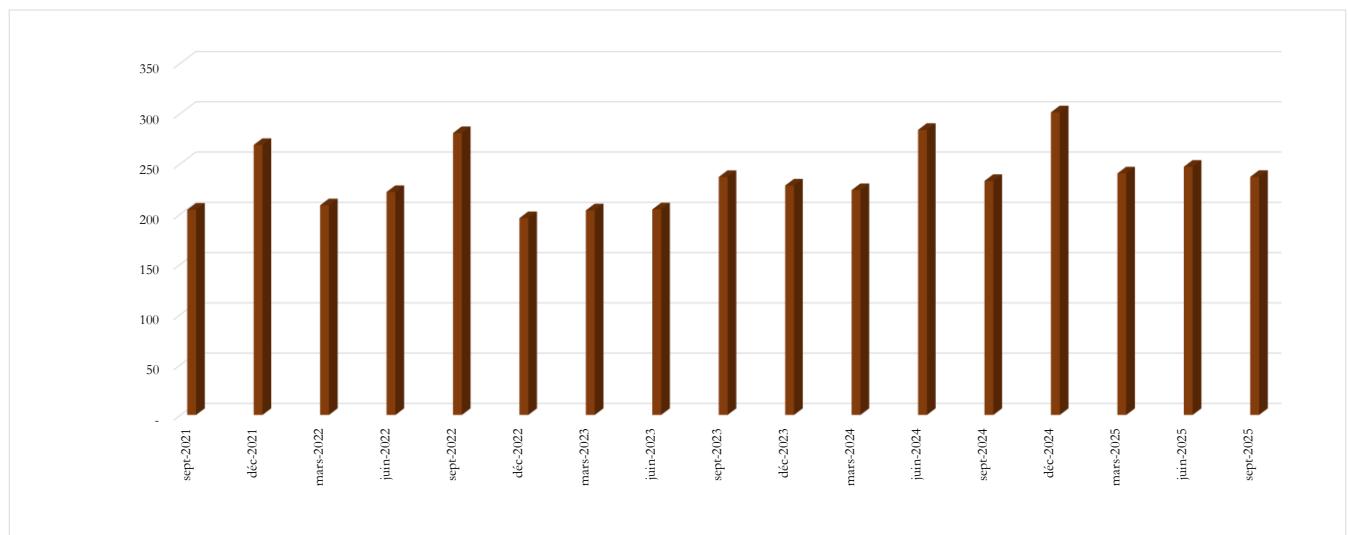
	T3-2024	T2-2025	T3-2025
COMPTE COURANT	-386 255,6	-321 602,4	-377 829,5
Crédit	653 162,3	802 579,2	857 032,2
Débit	1 039 417,9	1 124 181,6	1 234 861,7
Biens	-554 240,1	-460 025,9	-591 124,7
Exportations FOB	158 177,4	321 338,7	285 190,7
Importations FOB	712 417,4	781 364,6	876 315,3
Services	-173 319,6	-200 229,1	-161 375,9
Crédit	104 582,2	78 048,3	125 247,2
Débit	277 901,8	278 277,4	286 623,1
Revenus primaires	-4 735,1	-20 159,7	-16 985,6
Crédit	22 897,9	20 015,2	21 741,3
Débit	27 633,1	40 174,8	38 726,9
Revenus secondaires	346 039,2	358 812,3	391 656,7
Crédit	367 504,8	383 177,1	424 853,0
Débit	21 465,6	24 364,8	33 196,3
COMPTE DE CAPITAL	55 759,8	144 834,1	31 983,8
Crédit	55 759,8	146 288,1	34 725,1
Débit	0,0	1 454,0	2 741,3
<i>Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte courant et du compte de capital)</i>	-330 495,86	-176 768,30	-345 845,69
COMPTE FINANCIER			
<i>Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte financier)</i>	-233 056,79	-204 414,37	-591 178,35
Investissements directs	-18 177,6	-21 552,7	-20 689,9
Acquisition nette d'actifs financiers	6 597,1	811,4	959,1
Accroissement net de passifs	24 774,8	22 364,1	21 649,1
Investissements de portefeuille	-8 825,9	-14 143,6	-14 140,4
Acquisition nette d'actifs financiers	12,8	0,0	3,2
Accroissement net de passifs	8 838,7	14 143,6	14 143,6
Dérivés financiers et options sur t	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-153 080,2	-170 634,5	-578 858,3
Acquisition nette d'actifs financiers	39 597,7	-108 864,7	29 470,0
Accroissement net de passifs	192 677,8	61 769,9	608 328,3
DROITS DE TIRAGES SPECIAU	0,0	0,0	0,0
Avoirs de réserve	-52 973,1	1 916,5	22 510,3
<i>Erreurs et omissions</i>	97 439,1	-27 646,1	-245 332,7

Source : BRB

Le déficit du compte financier s'est creusé au troisième trimestre 2025, atteignant 591 178,4 MBIF contre 233 056,8 MBIF à la même période de 2024, soit une détérioration du plus du double. Cette situation est principalement liée à l'élargissement des déficits des autres investissements, notamment les numéraires et dépôts (-220 363,3 MBIF contre -41464,2 MBIF), les prêts (-126 945,6 MBIF contre -22 551,0 MBIF) et les crédits commerciaux (-230 887,6 MBIF contre -88 026,8 MBIF). Quant aux avoirs de réserves, ils ont augmenté de 22 510,3 MBIF au troisième trimestre 2025 alors qu'ils avaient diminué de 52 973,1 MBIF au troisième trimestre 2024.

En glissement annuel, les paiements effectués vers l'étranger via le système bancaire ont augmenté de 1,7% au troisième trimestre 2025, s'établissant à 236,80 MUSD contre 232,77 MUSD au même trimestre de l'année précédente. En revanche, par rapport au trimestre précédent, ils ont regressé de 4,1%.

Graphique 5 : Evolution des paiements émis vers l'étranger (en millions de USD)



Source : BRB

2.3. Finances et dette publiques

2.3.1. Finances publiques

Au troisième trimestre 2025, le déficit budgétaire s'est allégé par rapport au même trimestre de 2024, s'établissant à 95 543,3 MBIF contre 346 512,8 MBIF. Cet allégement est en liaison avec l'augmentation des recettes de 38,4% tandis que les dépenses ont baissé de 4,8%.

En glissement annuel, les recettes courantes ont augmenté de 43,6% au troisième trimestre 2025, s'élevant à 716 746,5 MBIF contre 499 066,3 MBIF, en liaison avec l'augmentation des recettes non

fiscales (76,1%) et fiscales (38,2%). Les dons en capital ont diminué de 37,7%, s'établissant à 34 725,1 MBIF contre 55 759,8 MBIF au troisième trimestre 2024.

En glissement trimestriel, les recettes courantes ont augmenté de 3,1%, se situant à 716 746,5 MBIF contre 695 341,1 MBIF au trimestre précédent.

Tableau 10 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	3 ^{ème} Trim.2024	2 ^{ème} Trim.2025	3 ^{ème} Trim.2025
A. RECETTES ET DONS	554.826,1	834.836,8	751.471,6
a. Recettes courantes	499.066,3	695.341,1	716.746,5
b. Dons en capital	55.759,8	139.495,8	34.725,1
B. DEPENSES	901.338,9	1.254.404,7	847.014,9
a. Dépenses courantes	527.809,5	636.045,4	495.565,7
Salaires	247.984,4	262.953,1	278.205,1
b. Dépenses en capital	373.529,4	618.359,3	351.449,2
Sur ressources nationales	302.580,7	470.190,0	314.951,2
Sur prêts et dons extérieurs	70.948,7	148.169,2	36.498,0
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base)	-346.512,8	-419.567,8	-95.543,3
C. FINANCEMENT (BASE CAISSE)	254.236,7	490.860,1	119.438,2
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	7.333,4	-374,5	-9.457,3
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	246.903,3	491.234,6	128.895,5
D. ERREURS ET OMISSIONS	92.276,1	-71.292,2	-23.894,9

Source : MFBEN

En glissement annuel, les dépenses totales ont diminué de 6,0% au troisième trimestre 2025, s'établissant à 847 014,9 MBIF contre 901 338,9 MBIF. Cette diminution a porté sur les dépenses d'achats de biens et services (-13 412,9 MBIF) et les subventions et autres transferts (-51 220,8 MBIF).

Par rapport au trimestre précédent, les dépenses totales ont diminué de 32,5%, en liaison principalement avec la diminution des achats des biens et services (-83 374,5 MBIF) et les subventions et autres transferts (-73 495,3 MBIF). De même, dépenses en capital sur les ressources nationales ont baissé (-155 238,8 MBIF), suite à la nouvelle restructuration des ministères qui a entraîné le report de certaines dépenses prévues initialement pour le premier trimestre de l'exercice budgétaire 2025/2026.

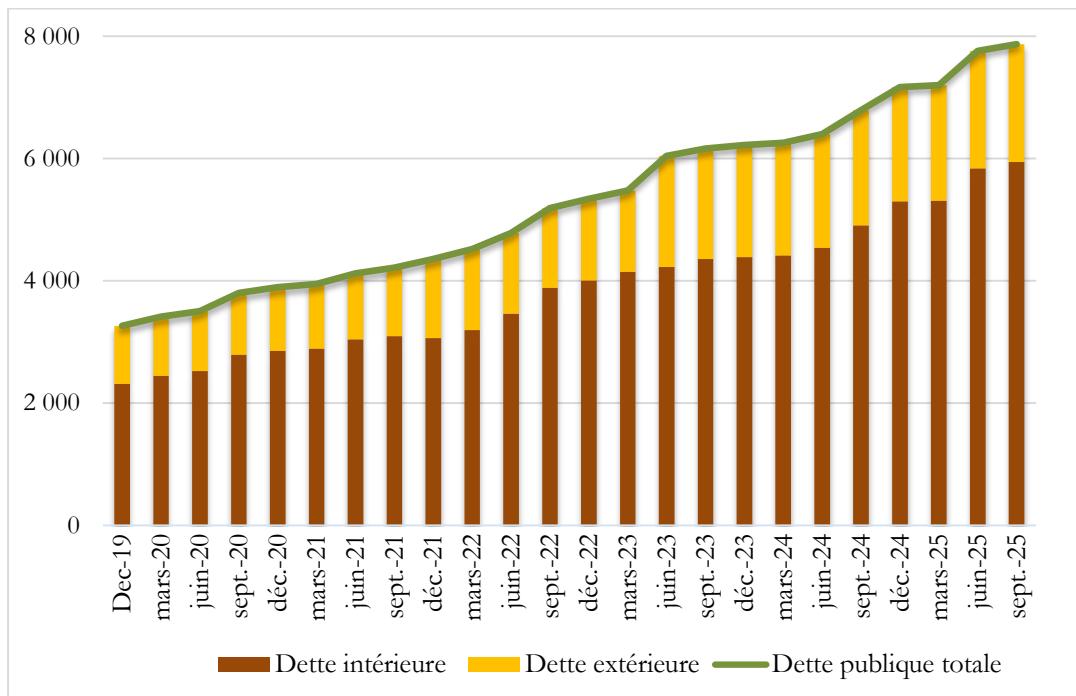
2.3.2. Dette publique

D'une année à l'autre, la dette publique totale s'est accrue de 19,8% à fin septembre 2025, s'établissant à 8 160,2 Mrds de BIF contre 6 809,7 Mrds de BIF, suite à l'accroissement de la dette intérieure (+26,9%) et, dans une moindre mesure, la dette extérieure (+1,5%).

Par rapport à fin juin 2025, l'encours de la dette a augmenté de 5,1%, suite à l'augmentation (+6,7%) de la dette intérieure.

Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 46,1% contre 48,7% à la même période de l'année 2024. Ce niveau est inférieur au plafond (50% du PIB) convenu dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA.

Graphique 6 : Evolution de la dette publique (en Mrds de BIF)



Source : BRB à partir des données du MFBPE

En glissement annuel, l'encours de la dette intérieure a augmenté de 26,9% à fin septembre 2025, s'établissant à 6 231,7 Mrds de BIF contre 4 909,6 Mrds de BIF et il s'est accru de 7,2% par rapport à fin juin 2025. La dette intérieure représente 76,4% de la dette publique totale.

A fin septembre 2025, la dette extérieure s'est accrue de 1,5%, s'établissant à 1 928,5 Mrds de BIF contre 1 900,0 Mrds de BIF, en liaison avec les nouveaux tirages (19 528,3 MBIF) et les plus-values de réévaluation (51 354,1 MBIF), partiellement contrebalancés par l'amortissement de la dette (42 369,5 MBIF).

Le service de la dette extérieure s'est établi à 14 013,0 MBIF au troisième trimestre 2025 contre 10 729,5 MBIF au trimestre précédent. Son ratio par rapport aux exportations des biens et services est de 3,4%.

2.4. Secteur monétaire

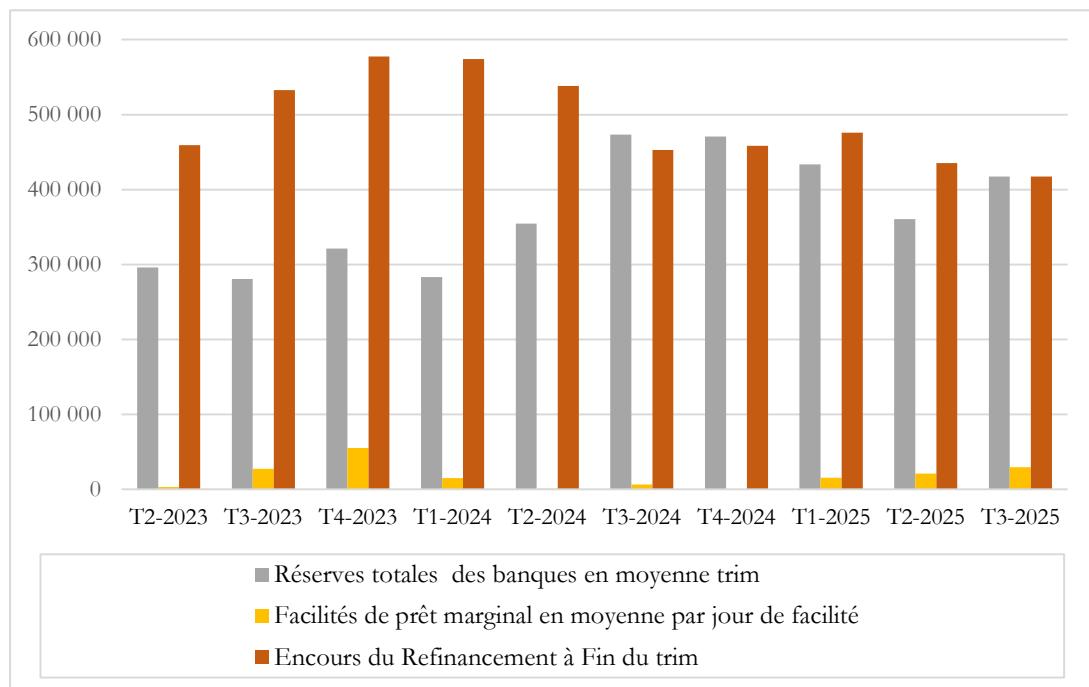
2.4.1. Réserves des banques et interventions de la BRB

Au cours du troisième trimestre 2025, les réserves des banques en BIF ont augmenté, s'établissant à 417 175 MBIF contre 360 558 MBIF au second trimestre 2025, tandis qu'elles ont diminué par rapport à celles enregistrées à la même période de l'année précédente (473 126 MBIF).

L'encours du refinancement⁵ de la Banque Centrale aux banques commerciales en faveur des secteurs porteurs de croissance s'est établi à 417 180 MBIF contre 435 489 MBIF à fin du trimestre précédent et 452 606 MBIF enregistré à fin du troisième trimestre 2024. Les banques ont également recouru à la facilité de prêt marginal pour un montant total de 175 835 MBIF au cours du troisième trimestre 2025, contre 882 154 MBIF au trimestre précédent et 80 952 MBIF au troisième trimestre 2024.

Au cours de la période sous analyse, la BRB n'a pas intervenu sur le marché monétaire d'apport ou de reprise de liquidité par appel d'offres normal, en vue d'encourager le dynamisme du marché interbancaire dont le volume total échangé a été de 1 679,2 Mrds de BIF au troisième trimestre 2025 contre 1 451,9 Mrds de BIF au trimestre précédent et 848,4 Mrds de BIF au même trimestre de 2024.

Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



Source : BRB

2.4.2. Taux d'intérêt

2.4.2.1. Taux d'intérêt du marché monétaire

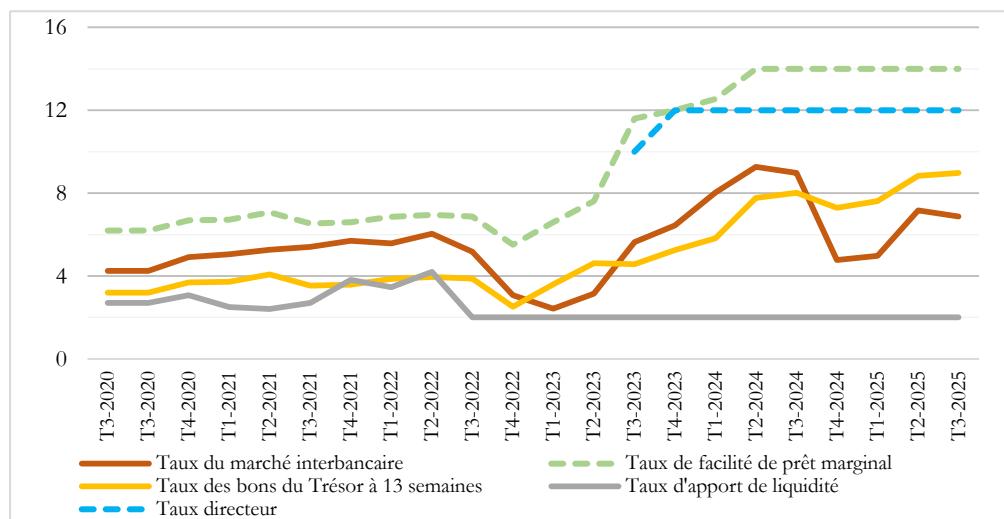
Au troisième trimestre 2025, la BRB a maintenu le taux directeur à 12%, estimant que les pressions inflationnistes persistent. En conséquence, le taux de facilité de prêt marginal obtenu par majoration du taux directeur de 2 points de pourcentage, s'est fixé à 14%.

⁵ Cet encours de montant de refinancement exclu ceux alloué à la BNDE qui n'est pas assujetti à la constitution des réserves obligatoires.

Le niveau de taux directeur sert aussi de taux minimum pour les opérations d'apport normal de liquidité, bien qu'aucune opération n'ait été effectuée au cours de la période sous analyse dans le but d'encourager le dynamisme du marché interbancaire. Le taux des opérations d'apport de liquidité dans le cadre de la politique de refinancement spécial dédié aux secteurs porteurs de croissance est resté fixé à 2,00%.

Les autres taux du marché monétaire ont évolué différemment par rapport au second trimestre 2025. En effet, le taux moyen pondéré du marché interbancaire est passé de 7,77% à 7,61% et celui des bons du Trésor à 13 semaines est passé de 8,86% à 8,98%.

Graphique 8 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en%)



Source : BRB

2.4.2.2. Taux d'intérêt du secteur bancaire

Les taux d'intérêt appliqués par les banques commerciales ont augmenté au troisième trimestre 2025, en glissement trimestriel et en glissement annuel.

En moyenne trimestrielle, le taux d'intérêt moyen pondéré débiteur s'est établi à 14,24% contre 14,06% au deuxième trimestre 2025 et 13,48% au troisième trimestre 2024. En considérant la maturité de crédits octroyés, l'augmentation du taux d'intérêt moyen pondéré débiteur a concerné à la fois les crédits à court terme, à moyen terme et à long terme. En comparaison avec le même trimestre de 2024, le taux d'intérêt moyen pondéré débiteur a augmenté de 181 points de base pour les crédits à court terme, de 63 points de base pour les crédits à moyen terme et de 66 points de base pour les crédits à long terme.

Au mois de septembre 2025, le taux d'intérêt moyen pondéré débiteur s'est fixé à 14,25% contre 14,20% en juin 2025 et 13,67% en septembre 2024.

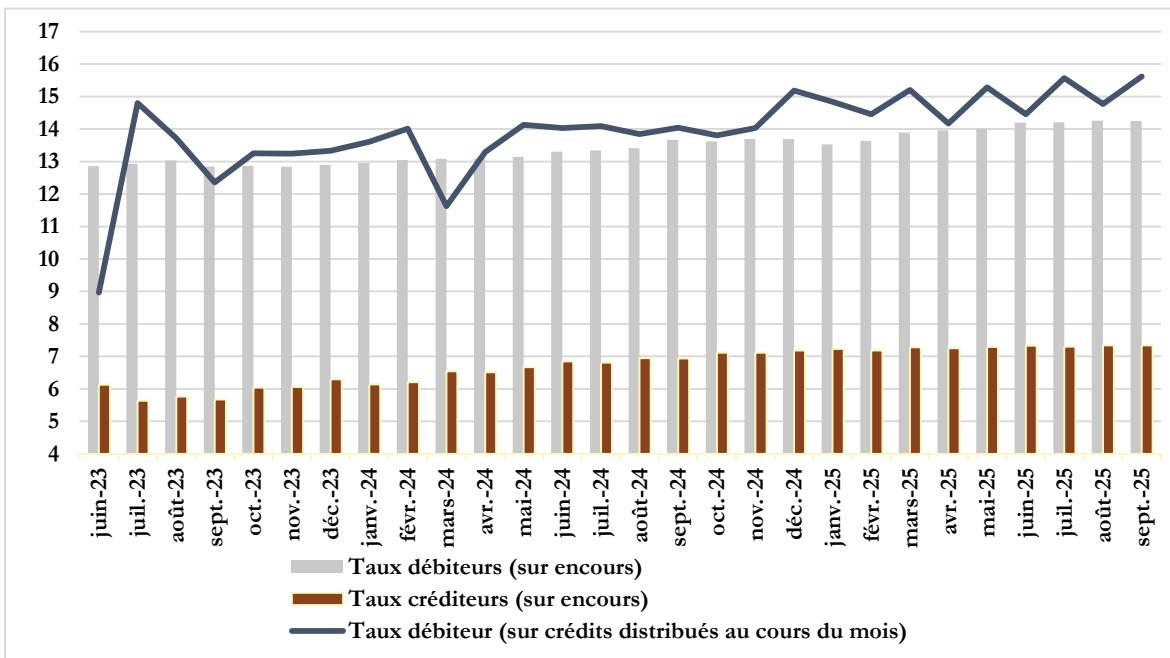
Tableau 11 : Taux d'intérêts moyens pondérés débiteurs (sur encours)

Taux moyens pondérés débiteurs (moyenne trimestrielle)			
période	2024	2025	
	3è trim	2è trim	3è trim
Court terme	13,89	13,86	15,70
Moyen terme	12,54	12,92	13,17
Long terme	11,91	12,30	12,57
Moyenne générale	13,48	14,06	14,24

Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen pondéré sur les crédits distribués au troisième trimestre 2025 a augmenté en glissement annuel, passant de 14,84% au troisième trimestre 2024 à 14,89% au troisième trimestre 2025 tandis qu'il a baissé par rapport à 14,96% enregistré au trimestre précédent. Toutefois, le taux (13,17%) appliqué au mois de septembre 2025 a été inférieur à la moyenne trimestrielle, les taux les plus élevés ayant été enregistrés en juillet et août 2025 pour des niveaux respectifs de 15,80% et de 15,70%.

Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteur et créditeur moyens (en%)



Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen pondéré créditeur a augmenté au troisième trimestre 2025, se fixant à 7,33% en moyenne trimestrielle contre 7,29% au trimestre précédent et 6,89% au troisième trimestre 2024. Cette augmentation du taux créditeur a résulté de la hausse des taux d'intérêt sur les dépôts à vue et à terme. En effet, le taux moyen sur les dépôts à terme a progressivement augmenté passant de 7,00% au 3^{ème} trimestre 2024, à 7,34% au 2^{ème} trimestre 2025 et à 7,44% au 3^{ème} trimestre 2025. Le taux sur les dépôts à vue a augmenté par rapport au même trimestre de 2024, se situant à 4,87% contre 4,67% tandis

qu'il a baissé par rapport à 5,78% enregistré au trimestre précédent. Au contraire, le taux d'intérêt sur les dépôts aux comptes sur livrets a baissé, se situant à 4,93% en moyenne trimestrielle, au 3^{ème} trimestre 2025 contre 4,98% au trimestre précédent et 5,10% au troisième trimestre de 2024.

Tableau 11 : Taux d'intérêts moyens pondérés créditeurs (sur encours)

Taux moyens pondérés Créditeurs (moyenne trimestrielle)			
période	2024	2025	
	3è trim	2è trim	3è trim
Dépôts à vue	4,67	5,78	4,87
Comptes dur livrets	5,10	4,98	4,93
Dépôts à terme	7,00	7,34	7,44
Moyenne générale	6,89	7,29	7,33

Source : BRB

2.4.3. Base monétaire

La base monétaire a augmenté de 7,4% en glissement trimestriel et de 15,5% en glissement annuel, passant de 2 052,8 Mrds de BIF à fin septembre 2024 à 2 371,5 Mrds de BIF à fin septembre 2025. Cet accroissement est lié à l'augmentation des avoirs intérieurs nets. En effet, les avoirs intérieurs nets ont contribué de 12,7 points de pourcentage à la croissance trimestrielle de la base monétaire et de 18,7 points de pourcentage à son accroissement annuel. Les avoirs extérieurs nets ont exercé un effet restrictif à la croissance de la base monétaire en glissement trimestriel (-5,4 points de pourcentage) et annuel (-3,2 points de pourcentage). En glissement trimestriel, la contribution des avoirs intérieurs nets à la croissance de la base monétaire a résulté de celle des créances nettes sur l'Administration Centrale (6,7 points de pourcentage) et des autres créances (6,6 points de pourcentage). En glissement annuel, la croissance de la base monétaire a résulté des créances nettes sur l'Administration Centrale (22,9 points de pourcentage).

Tableau 12 : contribution à la croissance de la base monétaire (en%)

	Trimestrielle	Annuelle
Avoirs extérieurs nets	-5,4	-3,2
Avoirs intérieurs nets	12,7	18,7
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	6,7	22,9
Créances sur les autres institutions de dépôts	-0,5	-1,1
Autres créances	6,6	-3,1
Base monétaire = Contreparties	7,4	15,5

Source : BRB

Les créances nettes sur l'administration centrale se sont établies à 1 946,7 Mrds de BIF à fin septembre 2025, en hausse de 8,2% en glissement trimestriel et de 31,9% en glissement annuel. De même, les

autres créances ont augmenté de 26,3% en glissement trimestriel bien qu'elles ont baissé de 8,3% en glissement annuel, passant de 763,0 Mrds de BIF à fin septembre 2024 à 699,7 Mrds de BIF à fin septembre 2025. Par contre, les créances sur les autres institutions de dépôts ont baissé, en glissement trimestriel (-2,7%) comme en glissement annuel (-5,2%), pour se situer à 413,0 Mrds de BIF à fin septembre 2025 contre 435,7 Mrds de BIF douze mois avant. Cette évolution est en liaison avec le remboursement progressif du principal restant dû sur le refinancement des secteurs porteurs de croissance. Les avoirs extérieurs nets ont également baissé de 20,9% en glissement trimestriel et de 10,6% en glissement annuel, passant de -622,1 Mrds de BIF à fin septembre 2024 à -687,9 Mrds de BIF à fin septembre 2025.

Tableau 13 : Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	sept.-24	juin-25	sept.-25	variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	1 060,5	1 323,6	1 356,6	2,5	27,9
Dépôts des autres institutions de dépôts	795,3	703,6	813,8	15,7	2,3
Dépôts des autres sociétés financières	5,1	1,0	0,9	-10,3	-82,8
Dépôts divers	191,9	181,0	200,2	10,6	4,3
Base monétaire = Contreparties	2 052,8	2 209,1	2 371,5	7,4	15,5
Avoirs extérieurs nets	-622,1	-568,9	-687,9	-20,9	-10,6
Avoirs intérieurs nets	2 675,0	2 778,0	3 059,4	10,1	14,4
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	1 476,3	1 799,7	1 946,7	8,2	31,9
Créances sur les autres institutions de dépôts	435,7	424,5	413,0	-2,7	-5,2
Autres créances	763,0	553,8	699,7	26,3	-8,3

Source : BRB

L'augmentation trimestrielle de la base monétaire a principalement porté sur les dépôts des autres institutions de dépôts tandis que sa croissance annuelle a porté sur les billets et pièces en circulation. En effet, les dépôts des autres institutions de dépôts ont augmenté de 2,3% en glissement annuel et de 15,7% en glissement trimestriel, passant de 703,6 Mrds de BIF à fin juin 2025 à 813,8 Mrds de BIF à fin septembre 2025. Ainsi, leur poids dans la base monétaire a baissé à 34,3% à fin septembre 2025 contre 38,7% à fin septembre 2024. Les billets et pièces en circulation se sont établis à 1 356,6 Mrds de BIF à fin septembre 2025, en hausse de 27,9% en glissement annuel et de 2,5% en glissement trimestriel. Ils représentent 57,2% de la base monétaire à fin septembre 2025 contre 51,7% à fin septembre 2024.

2.4.4. Masse monétaire et contreparties

La masse monétaire (M3) s'est accrue de 28,0% en glissement annuel et de 4,9% en glissement trimestriel. Elle est passée de 6 129,2 Mrds de BIF à fin septembre 2024 à 7 843,7 Mrds de BIF à fin septembre 2025. La contribution à la croissance trimestrielle de M3 est de 4,4 points de pourcentage pour les créances sur l'économie, de 2,0 points de pourcentage pour les créances nettes sur l'Administration Centrale, de 2,1 points de pourcentage pour les autres postes nets et de -3,5 points de

pourcentage pour les avoirs extérieurs nets. Quant à sa croissance annuelle, les créances sur l'économie y ont contribué de 21,4 points de pourcentage et les créances sur l'Administration Centrale de 15,3 points de pourcentages ; les autres postes nets et les avoirs extérieurs nets ayant exercé un effet restrictif de 3,8 points de pourcentage et de 4,9 points de pourcentage, respectivement.

Tableau 14 : Contribution des contreparties à la croissance de M3

	Trimestrielle	Annuelle
Avoirs extérieurs nets	-3,5	-4,9
Avoirs intérieurs nets	8,4	32,9
.Crédit Intérieur	6,3	36,7
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	2,0	15,3
Créances sur l'économie	4,4	21,4
.Autres postes nets	2,1	-3,8
M3	4,9	28,0

Source : BRB

Les créances nettes sur l'administration centrale se sont établies à 4 304,5 Mrds de BIF à fin septembre 2025, en augmentation de 3,5%, en glissement trimestriel et de 28,1%, en glissement annuel. Cette évolution est principalement due au recours aux autres institutions de dépôts, en glissement annuel, spécialement aux avances de la Banque Centrale (en glissement trimestriel). De même, les créances sur l'économie ont augmenté de 5,2% en glissement trimestriel et de 24,7%, en glissement annuel, passant de 5 304,9 Mrds de BIF à fin septembre 2024 à 6 614,9 Mrds de BIF à fin septembre 2025. Les autres postes nets ont baissé de 24,2% en glissement annuel tandis qu'ils se sont accrus de 11,6% en glissement trimestriel, s'établissant à 1 205,1 Mrds de BIF à fin septembre 2025. A fin septembre 2025, les avoirs extérieurs nets se sont détériorées de 19,2% sur un an et de 16,3 en glissement trimestriel, passant de -1 569,1 Mrds de BIF à fin septembre 2024 à -1 870,7 Mrds de BIF à fin septembre 2025. Cette baisse résulte principalement de la hausse des engagements extérieurs.

Tableau 15 : Masse monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	sept.-24	juin-25	sept.-25	variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Circulation fiduciaire hors institutions de dépôts	923,4	1 203,7	1 174,9	-2,4	27,2
Dépôts à vue	3 096,1	3 852,2	3 895,5	1,1	25,8
Dépôts à terme et d'épargne	1 560,1	1 757,9	1 819,4	3,5	16,6
Dépôts en devises des résidents	549,5	660,7	952,8	44,2	73,4
Titres émis par les institutions de dépôts (*)	-	1,0	1,0	0,0	-
Masse Monétaire (M3)= Contreparties	6 129,2	7 475,4	7 843,7	4,9	28,0
Avoirs extérieurs nets	-1 569,1	-1 608,0	-1 870,7	-16,3	-19,2
Avoirs intérieurs nets	7 698,3	9 083,4	9 714,3	6,9	26,2
Crédit Intérieur	8 668,9	10 446,2	10 919,4	4,5	26,0
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	3 364,0	4 158,5	4 304,5	3,5	28,0
Créances sur l'économie	5 304,9	6 287,6	6 614,9	5,2	24,7
Autres postes nets	-970,6	-1 362,8	-1 205,1	11,6	-24,2

Source :BRB

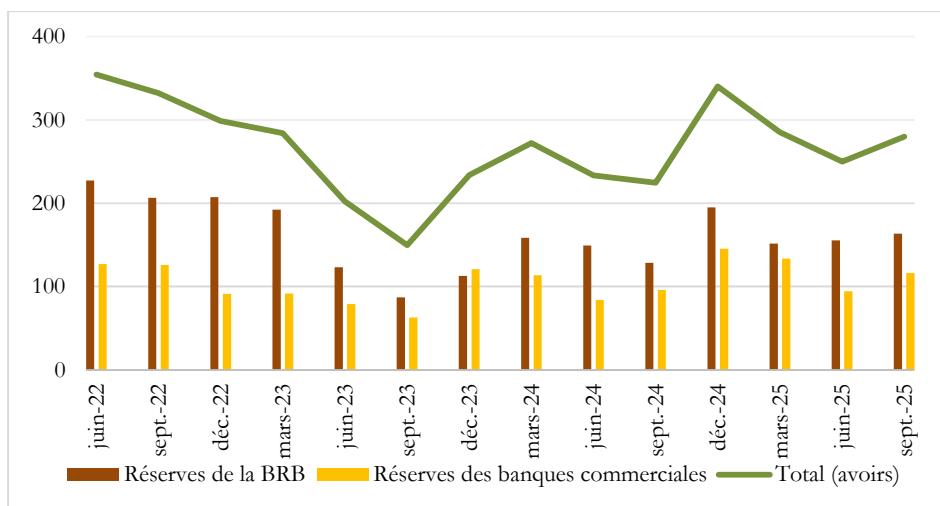
() : détenus par les secteurs détenteurs de monnaie*

Au niveau des composantes de la masse monétaire (M3), la croissance de M3 a principalement porté sur les dépôts en devises des résidents en glissement trimestriel et annuel et sur dépôts à vue en glissement annuel. En effet, les dépôts en devises des résidents ont augmenté, tant en glissement trimestriel (44,2%) qu'en glissement annuel (73,4%), passant de 549,5 Mrds de BIF à fin septembre 2024 à 952,8 Mrds de BIF à fin septembre 2025. Les dépôts à vue ont également progressé de 25,8% en glissement annuel, passant de 3 096,1 Mrds de BIF à 3 895,5 Mrds à fin septembre 2025, ce qui traduit un renforcement des avoirs liquides des agents économiques. Toutefois, en glissement trimestriel, ils ont modérément augmenté de 1,1%. Il en est de même des dépôts à terme qui se sont établis à 1 819,4 Mrds de BIF à fin septembre 2025, en augmentation trimestrielle de 3,5% et annuelle de 16,6%. La circulation fiduciaire hors institutions de dépôts a augmenté de 27,2% sur un an, reflétant une demande accrue de monnaie liquide bien qu'elle ait baissé de 2,4% en glissement trimestriel.

2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

Les avoirs extérieurs du secteur bancaire se sont établis à 279,9 MUSD contre 250,0 MUSD à fin juin 2025 et 224,5 MUSD à fin septembre 2024. Ils ont augmenté de 12,0% en glissement trimestriel et de 24,7% en glissement annuel. Cette croissance est principalement tirée par l'augmentation de 35,2 MUSD des avoirs extérieurs bruts de la BRB (en glissement annuel) et de 21,7 MUSD des banques commerciales (en glissement trimestriel).

Graphiques 10 : Evolution des réserves internationales (en MUSD)



Source : BRB

En effet, les avoirs extérieurs bruts de la BRB ont augmenté de 27,4% en glissement annuel et de 5,3% en glissement trimestriel pour s'établir à 163,7 MUSD contre 155,6 MUSD à fin juin 2025 et 128,5 MUSD à fin septembre 2024. Les avoirs extérieurs des banques commerciales se sont accrus de 23,0% en glissement trimestriel et de 21,0% en glissement annuel, passant de 96,0 MUSD à fin septembre 2024 à 116,2 MUSD à fin septembre 2025. Les réserves officielles de change ont augmenté de 5,3% en glissement trimestriel et de 31,6% en glissement annuel, pour s'élèver à 160,9 MUSD à fin septembre 2025 contre 152,7 MUSD à fin juin 2025 et 122,3 MUSD à fin septembre 2024.

La couverture des réserves officielles de change en mois d'importations de biens et services est de 1,6 mois d'importations à fin septembre 2025 contre 1,5 mois à fin juin 2025 et 1,1 mois à fin septembre 2024. Ce niveau reste inférieur à la norme fixée dans les critères de convergence macroéconomique des pays de la CEA de 4,5 mois d'importations de biens et services.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

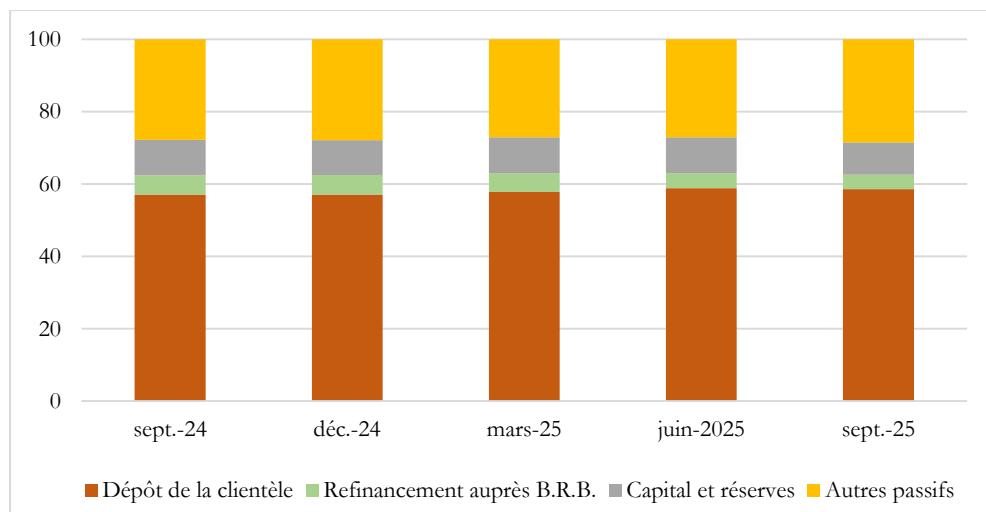
A la fin du troisième trimestre de 2025, le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 25,9% en glissement annuel et de 11,9% en glissement trimestriel, entraîné par la hausse des crédits à l'économie au niveau de l'actif et par l'accroissement des dépôts de la clientèle au niveau du passif. Le ratio de solvabilité et le rendement des actifs (ROA) ont baissé tandis que le rendement moyen des fonds propres (ROE) a augmenté par rapport à fin septembre 2024.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 29,2% à fin septembre 2025, s'établissant à 6 520,0 Mrds de BIF contre 5 045,7 Mrds de BIF à la période correspondante de l'année précédente. A contrario, les refinancements⁶ des établissements de crédit auprès de la Banque Centrale ont baissé de 6,2% en glissement annuel, s'établissant à 443,1 Mrds de BIF à fin septembre 2024 contre 472,3 Mrds de BIF à la période correspondante en 2024. D'une fin de trimestre à l'autre, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 11,3% et les refinancements des établissements de crédit auprès de la BRB ont augmenté de 6,4%.

Graphique 11 : Répartition des ressources (% du total)



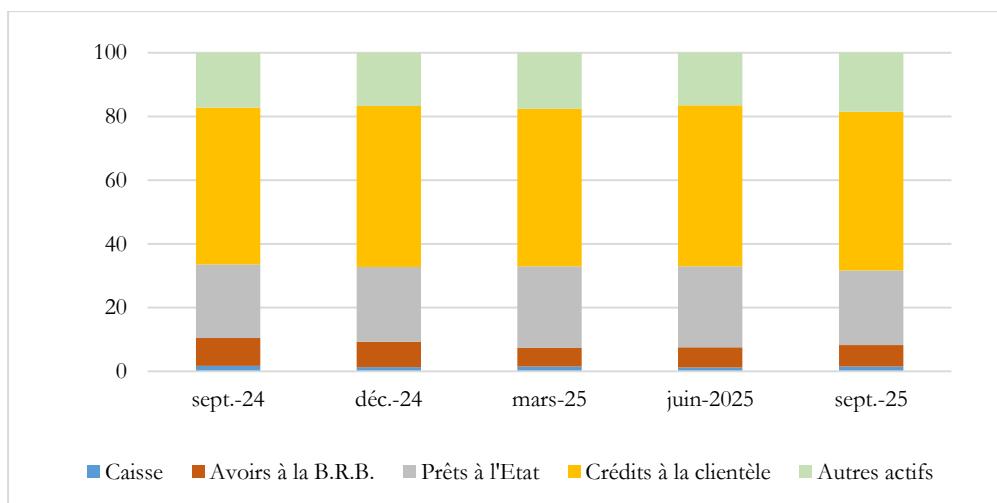
Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les prêts à l'économie se sont accrus de 27,3% en glissement annuel, s'établissant à 5 543,7 Mrds de BIF contre 4 353,2 Mrds de BIF à fin septembre 2024. Par rapport à fin juin 2025, ils ont augmenté de 10,2%. Le montant des Bons et Obligations du Trésor a augmenté de 25,1% en glissement annuel, s'établissant à 2 263,5 Mrds de BIF contre 1 809,3 Mrds de BIF à fin septembre 2024. Par rapport à fin juin 2025, ils ont également augmenté de 2,4%.

⁶ Les refinancements décrits dans cette partie inclus ceux alloués à l'établissement de crédit BNDE

Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)



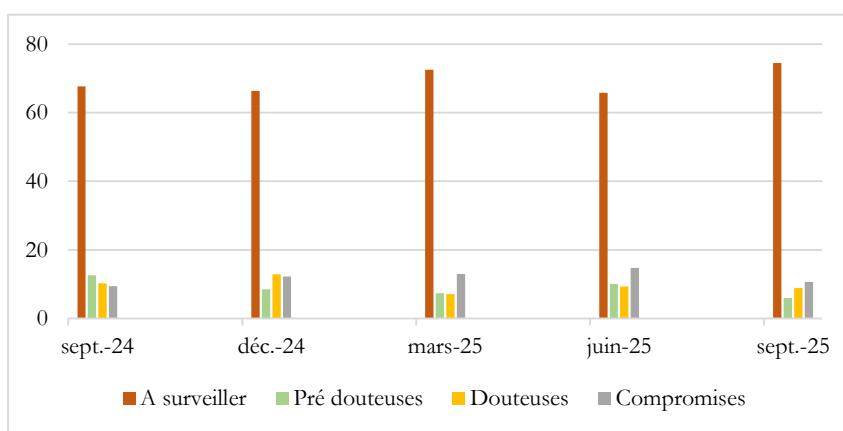
Source : BRB

2.5.2. Stabilité Financière

2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédit

Les prêts non performants ont augmenté de 14,4% en glissement annuel et de 5,2% en glissement trimestriel. Ils se sont établis à 209,5 Mrds de BIF à fin septembre 2025 contre 183,0 Mrds de BIF à fin septembre 2024. La proportion des créances non performantes dans le total des créances impayées a baissé de 6,8 points de pourcentage d'une année à l'autre et de 8,7 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 25,5% à fin septembre 2025. Les créances à surveiller se sont établies à 74,5% du total des prêts impayés à fin septembre 2025 contre 65,8% à fin septembre 2024.

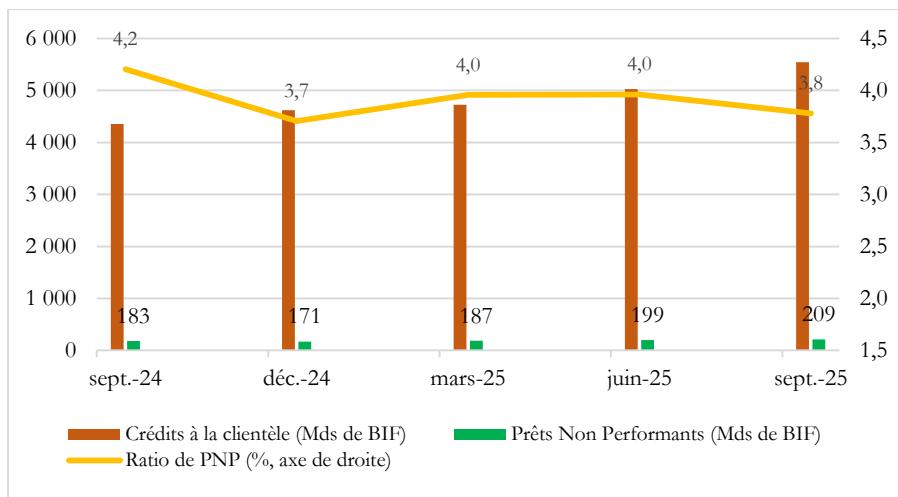
Graphique 13 : Créances impayées par classe (% du total)



Source : BRB

En glissement annuel, la qualité du portefeuille crédit s'est améliorée, le taux de détérioration s'étant établi à 3,8% à fin septembre 2025 contre 4,2% à fin septembre 2024 et à 4,0% à fin juin 2025.

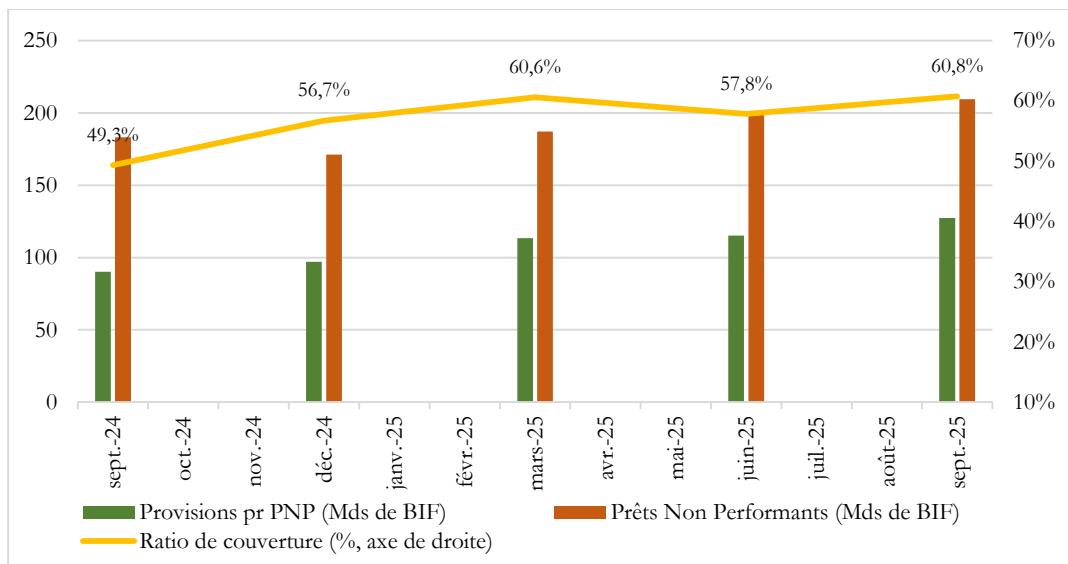
Graphique 14 : Ratio des prêts non performants



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a augmenté, s'établissant à 60,8% au troisième trimestre de 2025 contre 49,3% à fin septembre 2024 et 57,8% à fin juin 2025.

Graphique 15 : Provisions et taux de couverture (en%)



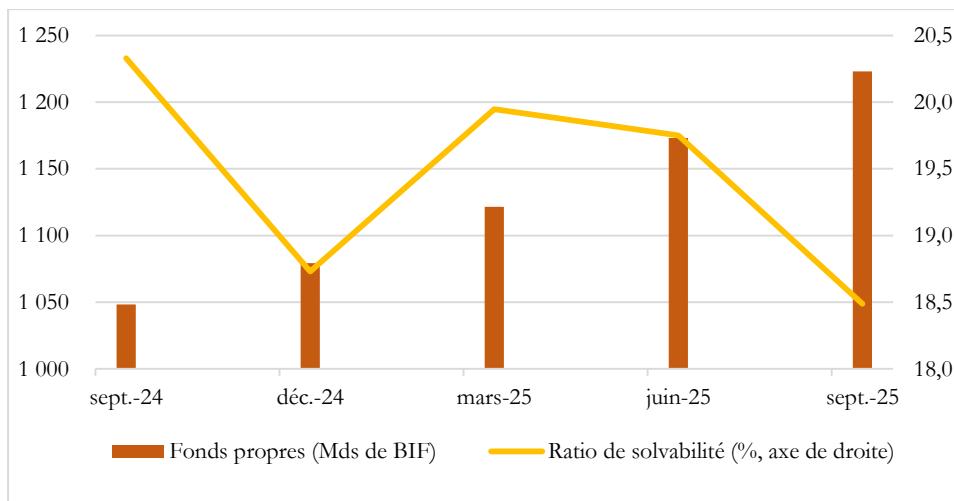
Source : BRB

2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 16,7% en glissement annuel et de 4,3% sur une base trimestrielle. Ils ont atteint 1 223,1 Mrds de BIF à fin septembre 2025 contre 1 048,4 Mrds de BIF

à fin septembre 2024 et 1 173,1 Mrds de BIF à fin juin 2025. Le ratio de solvabilité globale a diminué, s'établissant à 18,5% à fin septembre 2025 contre 20,3% à fin septembre 2024 et 19,8% à fin juin 2025.

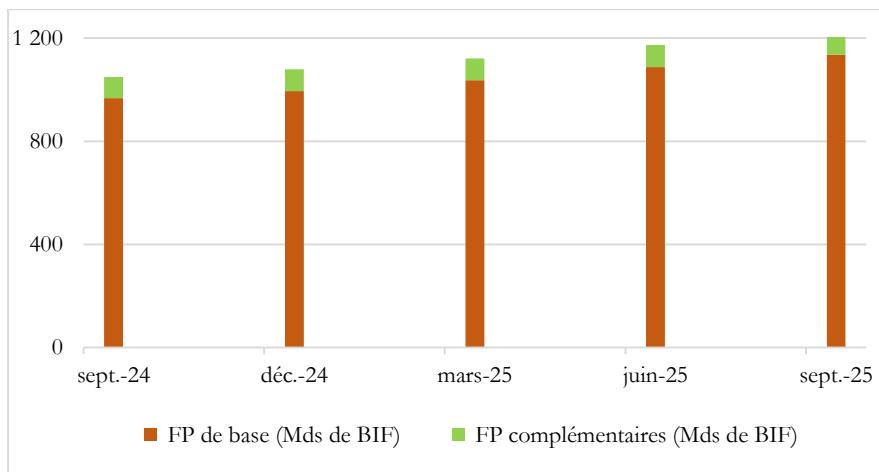
Graphique 16 : Fonds propres et ratio de solvabilité



Source : BRB

A fin septembre 2025, les fonds propres de base ont augmenté de 17,4% sur une base annuelle, se fixant à 1 136,1 Mrds de BIF contre 967,5 Mrds de BIF à la même période de 2024. Ils ont augmenté de 4,4% par rapport à fin juin 2025.

Graphique 17 : Structure des fonds propres (en Mrds de BIF)



Source : BRB

2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

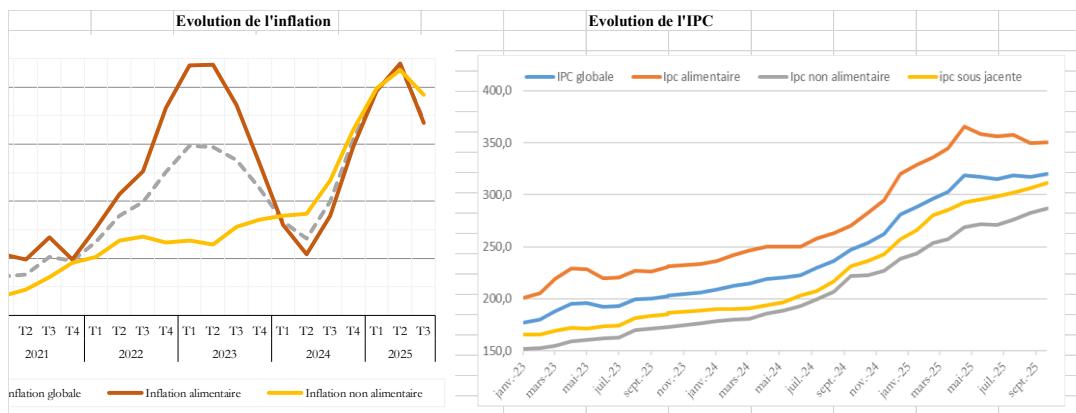
Le produit net bancaire s'est accru de 23,6% en glissement annuel, se fixant à 529,9 Mrds de BIF à fin septembre 2025 contre 428,8 Mrds de BIF à fin septembre 2024. De même, le résultat net a augmenté de 23,1%, se fixant à 182,8 Mrds de BIF contre 148,4 Mrds de BIF à fin septembre 2024. Aussi, les rendements moyens des fonds propres (ROE) ont augmenté, s'établissant à 14,9 à fin septembre 2025 contre 14,2 à fin septembre 2024. Toutefois, celui des actifs (ROA) a diminué s'établissant à 1,64 contre 1,68 à fin septembre 2024.

2.6. Evolution et perspectives d'inflation

2.6.1. Evolutions récentes

Au troisième trimestre 2025, l'inflation globale a diminué, s'établissant à 34,2% en moyenne trimestrielle, contre 43,7% au trimestre précédent. Cette diminution a touché à la fois à l'inflation alimentaire (33,7% contre 44,1%) et non alimentaire (38,6% contre 43,0%).

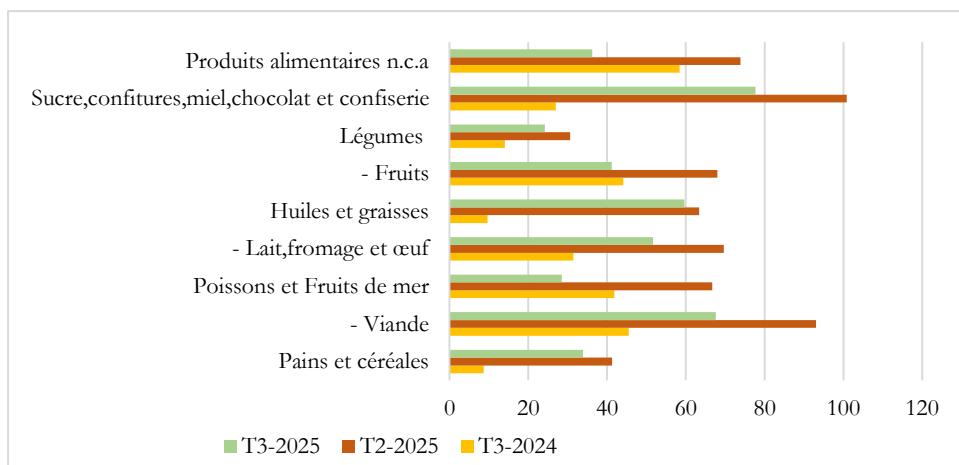
Graphique 18 : Inflation par principales composantes (en%)



Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

La diminution de l'inflation alimentaire est essentiellement tirée par la baisse des prix des principaux produits des sous rubriques : « pains et céréales » (33,9% contre 41,3%), « viande » (67,6% contre 93,0%), « Poissons et fruit de mer » (28,5% contre 66,7%), « fruits » (41,2% contre 68,0%), « lait, fromage et œuf » (51,7% contre 69,6%), « Huiles et graisses » (59,6% contre 63,3%), « légumes » (24,2% contre 30,6%), « sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie » (77,7% contre 100,8%) et « produits alimentaires n.c.a » (36,2% contre 73,9%).

Graphique 19 : Inflation alimentaire par produit

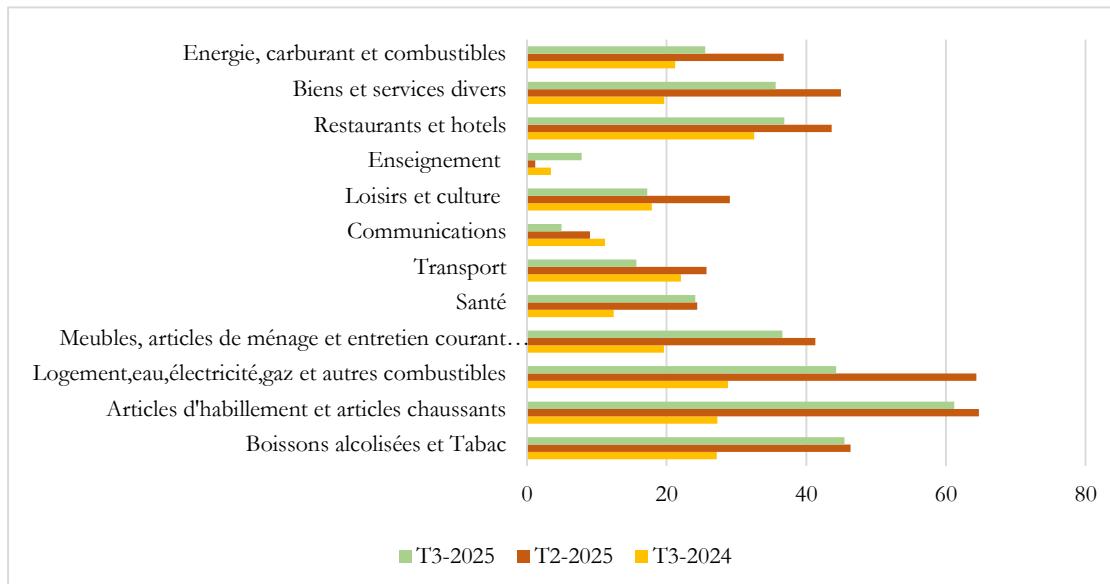


Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

La diminution de l'inflation non alimentaire est principalement expliquée par la baisse des prix des produits des sous rubriques « articles d'habillement et articles chaussants » (61,2% contre 64,7%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (44,3% contre 64,3%), « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (36,6% contre 41,3%), « transport » (15,7% contre 25,7%), « communication » (4,9% contre 9,0%), « loisirs et culture » (17,2% contre 29,1%) et « Restaurants et hôtels » (36,9% contre 43,6%).

L'inflation de l'énergie, carburant et combustibles s'est établie à 25,5% contre 36,8% au deuxième trimestre 2025.

Graphique 20 : Inflation non alimentaire par produit



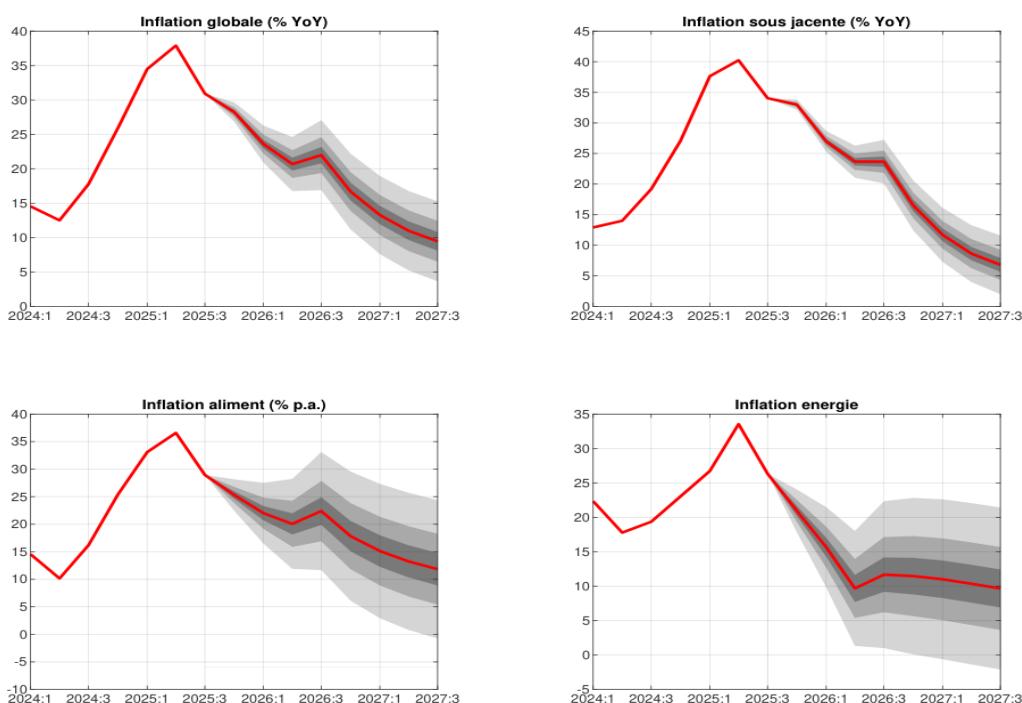
Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

Quant à l'inflation sous-jacente, elle a baissé au cours du troisième trimestre 2025 tout en restant élevée, s'établissant à 40,3% contre 49,4% au trimestre précédent.

2.6.2. Perspectives d'inflation

L'inflation globale attendue au quatrième trimestre 2025 serait de 28,2%, en baisse par rapport à 34,2% réalisé au troisième trimestre 2025. L'inflation globale resterait fortement influencée par la hausse des prix des produits alimentaires (25,0% contre 33,7%) et énergétiques (20,9% contre 25,5%). Cette dynamique serait imputable à une amélioration dans l'approvisionnement des marchés en vivres, et un apaisement des tensions sur le marché des changes résultant des politiques monétaire et budgétaire restrictives et d'autres initiatives de la BRB visant la stabilisation de ce marché. En outre, l'impact des tensions géopolitiques sur les prix des produits de base s'est atténué, ce qui pourrait contribuer à réduire l'incertitude économique mondiale.

Graphique 21 : Prévisions de l'inflation par composantes



MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Le contexte national est resté marqué par des niveaux élevés d'inflation et de prime de change ainsi que des perspectives économiques qui restent sujettes aux chocs internes et externes, bien qu'il s'est observé des évolutions positives. La BRB reste engagée à poursuivre la mise en œuvre des réformes de politique monétaire et de change visant la stabilité des prix et du système financier, tout en contribuant à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays.

A cet effet, la BRB décide de :

- Poursuivre une politique monétaire restrictive et maintenir le taux directeur à 12%;
- Edicter un nouveau règlement régissant le marché interbancaire en monnaie locale, dans le but de moderniser et développer ce marché en effectuant les opérations à travers la plateforme de négociation et suivi des transactions du marché en temps réel « Refinitiv »;
- Poursuivre l'exploration d'autres possibilités de payer les importations dans les monnaies des pays de provenance ;
- Renforcer la coordination des politiques monétaire et budgétaire en vue d'assurer l'efficacité des instruments de la politique monétaire ;
- Accélérer la finalisation des projets de digitalisation du système financier ;
- Maintenir une communication régulière avec tous les acteurs économiques.

ANNEXES

Annexe1 : PIB par branche d'activité (au prix de 2005)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025(est)	2026(proj)
Secteur primaire	-12,9%	3,4%	2,1%	0,5%	2,6%	2,1%	7,8%
- Agriculture vivrière	-17,3%	5,2%	1,9%	-0,8%	1,4%	4,8%	3,5%
- Agriculture d'exportation	127,9%	21,2%	6,3%	6,0%	9,7%	-17,2%	49,3%
- Café	837,8%	-17,7%	66,1%	-20,9%	35,0%	-21,3%	80,0%
- Thé	4,1%	92,4%	-40,5%	62,4%	-17,4%	-10,8%	3,0%
- Autres cultures d'exportation	-88,4%	149,7%	-60,6%	361,1%	-2,5%	5,0%	3,0%
- Forêt	5,9%	1,1%	1,4%	5,5%	6,0%	1,9%	1,9%
- Elevage	-39,2%	-78,6%	-26,3%	55,7%	13,0%	3,8%	3,0%
- Pêche	15,0%	1,1%	1,4%	5,5%	6,0%	5,0%	2,5%
Secteur secondaire	0,6%	2,6%	2,8%	2,6%	1,6%	4,6%	4,0%
- Extraction	5,6%	4,2%	3,1%	5,2%	5,8%	36,2%	8,3%
- Industries	-8,2%	1,3%	2,2%	0,3%	-0,3%	2,6%	2,5%
- Industries agroalimentaires	-12,1%	0,6%	2,0%	-0,9%	-1,2%	2,0%	2,0%
- Industries Manufacturières	6,5%	3,2%	2,8%	3,9%	2,2%	4,3%	3,9%
- Industries textiles	3,8%	24,4%	-16,8%	118,6%	-25,1%	-2,1%	2,5%
- Autres industries manufacturières	7,0%	-0,6%	7,3%	-16,2%	14,7%	6,2%	4,3%
- Electricité, gaz et eau	-35,5%	6,3%	4,0%	3,8%	1,7%	4,3%	8,0%
- Construction	25,9%	4,9%	3,7%	6,5%	4,3%	4,8%	5,5%
Secteur tertiaire	6,9%	4,0%	2,6%	5,3%	6,3%	5,2%	3,8%
- Commerce	-12,8%	2,4%	2,6%	1,8%	1,1%	0,0%	2,0%
- Transport et communication	0,4%	-1,9%	-0,4%	1,5%	1,6%	-0,6%	3,2%
- Transports	81,7%	-46,2%	-22,7%	-3,1%	-18,0%	-16,2%	1,5%
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	-28,2%	37,6%	7,4%	2,7%	6,3%	2,3%	3,5%
- Banques et Assurances	6,8%	7,3%	7,7%	7,8%	8,2%	8,9%	9,9%
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	2,0%	1,6%	1,7%	2,7%	3,0%	-8,2%	2,0%
- Administration publique	-15,3%	5,1%	2,8%	6,2%	7,5%	12,3%	4,0%
- Education	12,3%	5,1%	2,8%	6,2%	7,5%	2,4%	4,3%
- Santé et action sociale	451,6%	5,1%	2,8%	6,2%	7,5%	14,6%	3,0%
- Activités à caractère collectif ou personnel	4,4%	4,0%	1,6%	4,6%	4,7%	-2,4%	3,0%
- Services domestiques	4,4%	4,0%	1,6%	4,6%	4,7%	2,4%	3,0%
- SIFIM	-7,4%	6,4%	6,5%	6,7%	6,6%	7,1%	9,9%
PIB aux coûts des facteurs	-0,2%	3,6%	2,5%	3,5%	4,4%	4,3%	4,8%
Impôts et Taxes	4,1%	0,9%	0,3%	1,3%	1,4%	1,3%	4,8%
		3,3%	2,2%	3,3%	4,1%	4,0%	4,8%

Source : MFBPE, Modèle MACMOD-BI

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en%)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
juil.-20	7,7	12,7	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept.-20	6,4	10,6	2,2
oct.-20	7,0	12,1	1,9
nov.-20	8,9	15,6	2,3
déc.-20	8,0	13,2	2,5
janv.-21	6,5	10,4	2,4
févr.-21	6,1	9,0	3,0
mars-21	7,8	10,9	4,5
avr.-21	7,4	11,9	2,8
mai-21	5,1	5,2	5,0
juin-21	9,1	12,2	5,7
juil.-21	9,7	13,0	6,2
août-21	10,5	14,2	6,6
sept.-21	10,5	13,7	7,1
oct.-21	9,9	11,6	8,0
nov.-21	8,7	8,3	9,2
déc.-21	10,0	9,6	10,5
janv.-22	12,3	14,5	10,0
févr.-22	13,4	16,2	10,3
mars-22	12,9	15,1	10,4
avr.-22	16,1	19,4	12,3
mai-22	18,6	23,1	13,6
juin-22	17,5	21,2	13,5
juil.-22	19,0	24,6	12,8
août-22	19,6	24,4	14,2
sept.-22	20,9	26,6	14,5
oct.-22	22,1	29,7	13,7
nov.-22	26,8	40,1	12,2
déc.-22	26,6	39,4	12,5
janv.-23	28,6	41,6	13,6
févr.-23	28,0	40,9	12,6
mars-23	32,6	48,9	13,2
avr.-23	32,6	48,5	13,5
mai-23	28,9	43,5	11,7
juin-23	27,1	39,7	12,1
juil.-23	26,1	35,9	13,9
août-23	28,8	39,3	16,0
sept.-23	26,8	35,1	17,1
oct.-23	26,6	34,4	16,8
nov.-23	20,4	23,0	16,7
déc.-23	20,1	22,4	16,9
janv.-24	17,6	17,7	17,5
févr-24	17,8	17,4	18,2
mars-24	14,0	12,4	16,8
avr.-24	12,1	9,1	16,7
mai-24	12,5	9,2	17,4
juin-24	15,9	13,7	19,1
juil.-24	18,6	16,9	21,1
août-24	18,2	15,9	21,5
sept.-24	23,3	19,7	28,4
oct.-24	24,9	22,5	28,3
nov.-24	28,8	27,3	30,9
déc.-24	38,6	38,5	38,3
janv.-25	38,1	39,1	36,6
févr.-25	39,7	38,9	40,9
mars-25	40,9	40,1	42,0
avr.-25	45,5	46,2	44,6
mai-25	43,9	43,7	44,3
juin-25	41,6	42,5	40,1
juil.-25	38,8	39,0	38,5
août-25	34,5	32,8	48,2
sept.-25	29,3	29,3	29,2

Source : BRB

Annexe 3: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Total Recettes		
juil-20	80 468,49	31 237,30	111 705,79	131 731,09	-20 025,30
août-20	98 712,28	13 544,26	112 256,54	151 466,22	-39 209,69
sept-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	409 881,61	-285 662,54
oct-20	92 487,26	21 455,51	113 942,76	121 886,82	-7 944,05
nov-20	84 106,39	22 249,15	106 355,54	134 012,52	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10
janv-21	91 493,07	22 202,28	113 695,36	110 744,02	2 951,34
févr-21	77 932,34	22 328,56	100 260,89	117 578,08	-17 317,18
mars-21	114 849,48	28 857,73	143 707,21	139 326,45	4 380,76
avr-21	100 678,98	27 187,14	127 866,12	143 533,14	-15 667,02
mai-21	86 584,95	22 222,28	108 807,23	142 178,14	-33 370,91
juin-21	121 489,14	29 071,92	150 561,05	233 398,40	-82 837,35
juil-21	98 153,03	4 181,79	102 334,82	146 824,50	-44 489,68
août-21	117 462,41	24 745,57	142 207,97	155 146,12	-12 938,14
sept-21	115 816,26	15 387,64	131 203,90	125 504,07	5 699,83
oct-21	108 200,87	21 133,48	129 334,35	125 784,40	3 549,95
nov-21	93 249,62	16 607,35	109 856,97	109 208,56	648,41
déc-21	111 411,91	12 226,81	123 638,72	137 574,91	-13 936,19
janv-22	101 804,74	21 712,92	123 517,65	284 634,07	-161 116,42
févr-22	89 754,43	25 523,38	115 277,80	156 139,84	-40 862,04
mars-22	153 425,11	30 916,34	184 341,45	136 841,94	47 499,52
avr-22	107 405,70	19 934,30	127 340,00	198 612,66	-71 272,66
mai-22	100 130,96	25 232,66	125 363,62	146 067,93	-20 704,31
juin-22	155 595,91	67 110,36	222 706,27	344 003,99	-121 297,73
juil-22	121 089,91	16 263,36	137 353,27	182 726,97	-45 373,70
août-22	129 752,42	12 383,16	142 135,59	186 380,48	-44 244,89
sept-22	136 420,92	24 811,36	161 232,28	158 390,14	2 842,14
oct-22	136 166,72	12 110,99	148 277,70	131 079,93	17 197,77
nov-22	99 430,03	47 985,68	147 415,72	174 450,98	-27 035,27
déc-22	137 175,25	26 224,00	163 399,25	156 224,81	7 174,44
janv-23	114 451,27	13 738,91	128 190,18	202 758,53	-74 568,35
févr-23	97 932,94	5 867,13	103 800,07	115 532,16	-11 732,09
mars-23	186 630,44	37 242,79	223 873,23	264 344,73	-40 471,49
avr-23	158 438,89	28 228,07	186 666,96	173 691,70	12 975,26
mai-23	136 425,46	12 997,05	149 422,51	249 484,00	-100 061,49
juin-23	263 074,67	43 299,80	306 374,47	362 402,94	-56 028,46
juil-23	126 976,82	12 657,70	139 634,52	170 115,45	-30 480,93
août-23	150 480,88	11 295,91	161 776,78	226 881,03	-65 104,25
sept-23	189 663,97	19 126,88	208 790,85	330 766,49	-121 975,64
oct-23	169 855,14	57 391,01	227 246,15	196 768,34	30 477,81
nov-23	159 686,28	107 355,93	267 042,20	281 794,94	-14 752,74
déc-23	187 212,99	24 386,26	211 599,24	331 347,27	-119 748,03
janv-24	170 037,66	32 265,50	202 303,16	208 294,22	-5 991,06
févr-24	159 917,12	12 049,60	171 966,71	149 526,63	22 440,08
mars-24	196 891,45	159 452,36	356 343,81	353 293,13	3 050,68
avr-24	151 805,44	13 067,75	164 873,18	256 083,61	-91 210,43
mai-24	131 988,69	26 020,81	158 009,50	253 174,70	-95 165,20
juin-24	174 648,05	22 418,95	197 067,00	258 671,43	-61 604,43
juil-24	163 781,82	6 912,98	170 694,80	327 036,13	-156 341,33
août-24	150 862,39	29 458,25	180 320,64	302 166,04	-121 845,40
sept-24	184 422,10	7 526,51	191 948,60	266 945,08	-74 996,48
oct-24	175 918,27	52 142,41	228 060,68	242 110,49	-14 049,81
nov-24	145 035,87	24 470,85	169 506,72	272 171,56	-102 664,84
déc-24	218 104,72	22 925,43	241 030,15	190 126,37	50 903,78
janv-25	204 872,34	17 709,40	222 581,73	340 367,35	-117 785,62
févr-25	185 268,01	12 142,94	197 410,95	204 997,51	-7 586,55
mars-25	305 482,29	26 324,33	331 806,62	350 422,35	-18 615,73
avr-25	226 224,30	18 047,38	244 271,68	285 008,62	-40 736,94
mai-25	207 985,39	35 809,62	243 795,01	262 649,02	-18 854,01
juin-25	261 131,36	85 638,75	346 770,12	706 747,01	-359 976,89
juil-25	224 449,45	13 010,31	237 459,76	216 953,80	20 505,95
août-25	203 028,05	9 856,30	212 884,35	304 339,48	-91 455,13
sept-25	289 268,95	11 858,52	301 127,47	325 721,58	-24 594,11

Source : BRB

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres	Total		
juil-20	737 624,5	1 709 342,7	119 194,8	2 566 162,0	990 603,8	3 556 765,8
août-20	751 455,5	1 727 229,2	112 094,3	2 590 779,0	1 003 743,4	3 594 522,4
sept-20	901 482,7	1 744 967,4	144 592,9	2 791 043,0	1 009 039,5	3 800 082,5
oct-20	901 974,9	1 763 000,2	141 644,5	2 806 619,6	1 022 885,7	3 829 505,4
nov-20	899 449,4	1 779 700,1	144 982,9	2 824 132,4	1 033 676,2	3 857 808,6
déc-20	894 667,8	1 816 692,6	138 993,1	2 850 353,5	1 046 573,0	3 896 926,5
janv-21	894 667,8	1 832 306,3	143 346,2	2 870 320,3	1 052 326,0	3 922 646,3
févr-21	894 117,9	1 864 441,1	169 560,6	2 928 119,6	1 055 705,7	3 983 825,3
mars-21	864 066,4	1 853 171,3	172 078,8	2 889 316,5	1 057 321,9	3 946 638,4
avr-21	893 573,6	1 866 450,8	163 441,3	2 923 465,7	1 061 414,4	3 984 880,1
mai-21	893 272,0	1 899 966,9	151 390,7	2 944 629,6	1 072 236,6	4 016 866,2
juin-21	957 639,8	1 935 027,6	147 690,7	3 040 358,1	1 079 747,9	4 120 106,1
juil-21	964 779,1	1 988 324,3	133 698,8	3 086 802,2	1 074 426,0	4 161 228,2
août-21	937 750,1	2 023 132,4	145 318,3	3 106 200,8	1 105 089,2	4 211 290,0
sept-21	903 396,7	2 048 624,1	141 114,8	3 093 135,6	1 118 819,8	4 211 955,4
oct-21	902 793,7	2 052 646,6	142 125,0	3 097 565,3	1 279 409,1	4 376 974,4
nov-21	923 914,9	2 043 143,0	124 201,8	3 091 259,7	1 283 741,0	4 375 000,7
déc-21	901 529,1	2 046 057,7	115 614,2	3 063 201,0	1 290 078,5	4 353 279,5
janv-22	1 075 694,8	2 033 444,3	108 954,3	3 218 093,4	1 297 169,0	4 515 262,4
févr-22	1 075 694,8	2 046 154,0	107 806,2	3 229 655,0	1 327 325,3	4 556 980,3
mars-22	1 051 289,6	2 040 766,5	100 546,2	3 192 602,3	1 324 238,3	4 516 840,6
avr-22	1 051 289,6	2 033 104,8	106 290,5	3 190 684,9	1 319 916,4	4 510 601,3
mai-22	1 051 289,6	2 006 370,8	97 019,7	3 154 680,1	1 308 324,7	4 463 004,8
juin-22	1 389 125,3	1 977 691,7	94 971,8	3 461 788,8	1 317 597,4	4 779 386,2
juil-22	1 720 207,2	1 964 617,7	93 880,7	3 778 705,6	1 308 525,4	5 087 231,0
août-22	1 705 644,1	1 970 857,1	91 150,4	3 767 651,6	1 312 419,6	5 080 071,2
sept-22	1 770 710,6	2 030 569,9	81 208,1	3 882 488,6	1 304 967,0	5 187 455,6
oct-22	1 715 463,7	2 042 557,0	81 022,7	3 839 043,4	1 301 680,1	5 140 723,5
nov-22	1 728 928,5	2 086 731,7	86 862,9	3 902 523,1	1 314 467,8	5 216 990,9
déc-22	1 731 217,0	2 185 496,9	88 568,0	4 005 281,9	1 335 183,2	5 340 465,1
janv-23	1 727 790,4	2 260 148,1	88 700,8	4 076 639,3	1 350 444,3	5 427 083,6
févr-23	1 726 427,9	2 284 962,7	122 965,7	4 134 356,3	1 343 200,6	5 477 556,9
mars-23	1 728 393,9	2 292 403,5	126 256,5	4 147 053,9	1 330 300,7	5 477 354,6
avr-23	1 688 554,3	2 264 816,0	127 848,4	4 081 218,7	1 336 580,3	5 417 799,0
mai-23	1 682 953,7	2 195 145,7	147 970,5	4 026 069,9	1 736 472,5	5 762 542,4
juin-23	1 866 022,1	2 207 955,5	152 517,7	4 226 495,3	1 811 986,5	6 038 481,8
juil-23	1 864 453,7	2 200 478,2	152 589,6	4 217 521,5	1 823 515,5	6 041 037,0
août-23	1 873 494,8	2 203 955,1	146 502,9	4 223 952,8	1 811 839,7	6 035 792,5
sept-23	1 992 384,5	2 194 998,3	115 665,4	4 303 048,2	1 805 746,8	6 108 795,0
oct-23	1 917 541,5	2 212 721,6	141 478,5	4 271 741,6	1 821 461,4	6 093 203,0
nov-23	1 848 432,1	2 220 612,1	140 658,5	4 209 702,7	1 827 876,2	6 037 578,9
déc-23	1 950 651,4	2 284 995,1	152 669,5	4 388 316,0	1 833 186,6	6 221 502,6
janv-24	1 903 284,4	2 321 768,8	149 917,2	4 374 970,4	1 839 481,6	6 214 452,0
févr-24	1 901 476,2	2 348 652,2	141 725,4	4 391 853,8	1 838 231,9	6 230 085,7
mars-24	1 899 905,2	2 365 385,7	146 651,3	4 411 942,2	1 849 457,3	6 261 399,5
avr-24	1 935 164,6	2 333 037,8	151 244,8	4 419 447,2	1 860 135,7	6 279 582,9
mai-24	1 994 015,5	2 346 461,3	161 025,0	4 501 501,8	1 864 826,7	6 366 328,5
juin-24	2 046 660,8	2 328 910,8	169 126,2	4 544 697,8	1 863 586,4	6 408 284,2
juil-24	2 065 246,6	2 277 360,1	161 663,1	4 504 269,8	1 869 819,7	6 374 089,5
août-24	2 255 322,3	2 282 042,7	132 139,7	4 669 504,7	1 892 288,9	6 561 793,6
sept-24	2 528 767,7	2 237 191,7	143 701,0	4 909 660,4	1 900 048,4	6 809 708,8
oct-24	2 588 788,1	2 261 867,4	103 321,2	4 953 976,7	1 893 445,7	6 847 422,4
nov-24	2 741 858,8	2 283 648,6	108 216,9	5 133 724,3	1 880 612,0	7 014 336,3
déc-24	2 846 253,0	2 324 999,8	116 594,9	5 287 847,7	1 873 262,5	7 161 110,2
janv-25	2 934 624,1	2 396 781,8	101 313,3	5 432 719,2	1 870 379,1	7 303 098,3
févr-25	2 747 970,4	2 400 341,3	127 255,5	5 275 567,2	1 873 800,4	7 149 367,6
mars-25	2 568 728,8	2 625 396,6	112 022,3	5 306 147,7	1 888 773,3	7 194 921,0
avr-25	2 551 061,3	2 662 765,9	174 461,9	5 388 289,1	1 901 631,5	7 289 920,6
mai-25	2 520 443,0	2 733 644,5	136 798,0	5 390 885,5	1 911 117,6	7 302 003,1
juin-25	2 920 774,4	2 717 477,8	200 224,2	5 838 476,4	1 922 789,9	7 761 266,3
juil-25	2 919 635,8	2 727 614,4	198 810,0	5 846 060,2	1 927 706,5	7 773 766,7
août-25	2 957 150,2	2 741 521,6	242 080,0	5 940 751,8	1 923 822,9	7 864 574,7
sept-25	2 955 941,0	2 729 894,3	545 837,1	6 231 672,4	1 928 561,3	8 160 233,7

Source : BRB

Annexe 5 : Opérations du marché monétaire

	Montant total	Montant moyen	Montant moyen
	Banques	Banque Centrale	Intérêts bancaires
12/1/2014	342 441	114 016	114 016
12/2/2014	342 441	114 016	114 016
12/3/2014	342 441	114 016	114 016
12/4/2014	342 441	114 016	114 016
12/5/2014	342 441	114 016	114 016
12/6/2014	342 441	114 016	114 016
12/7/2014	342 441	114 016	114 016
12/8/2014	342 441	114 016	114 016
12/9/2014	342 441	114 016	114 016
12/10/2014	342 441	114 016	114 016
12/11/2014	342 441	114 016	114 016
12/12/2014	342 441	114 016	114 016
12/13/2014	342 441	114 016	114 016
12/14/2014	342 441	114 016	114 016
12/15/2014	342 441	114 016	114 016
12/16/2014	342 441	114 016	114 016
12/17/2014	342 441	114 016	114 016
12/18/2014	342 441	114 016	114 016
12/19/2014	342 441	114 016	114 016
12/20/2014	342 441	114 016	114 016
12/21/2014	342 441	114 016	114 016
12/22/2014	342 441	114 016	114 016
12/23/2014	342 441	114 016	114 016
12/24/2014	342 441	114 016	114 016
12/25/2014	342 441	114 016	114 016
12/26/2014	342 441	114 016	114 016
12/27/2014	342 441	114 016	114 016
12/28/2014	342 441	114 016	114 016
12/29/2014	342 441	114 016	114 016
12/30/2014	342 441	114 016	114 016
12/31/2014	342 441	114 016	114 016
Total	342 441	114 016	114 016

Source : BRB

Annexe 6 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en MBIF)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,14
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63
janv-20	3,99	5,68	3,21	2,68
févr-20	4,78	5,88	2,54	2,88
mars-20	3,97	6,00	2,58	3,00
avr-20	4,07	6,00	2,87	3,00
mai-20	4,16	6,00	2,85	3,00
juin-20	4,11	6,00	2,96	3,00
juil-20	4,07	6,00	2,74	3,00
août-20	4,27	6,00	2,77	3,00
sept-20	4,42	6,60	2,58	3,60
oct-20	4,73	6,60	2,36	3,44
nov-20	4,93	6,60	2,91	3,74
déc-20	5,06	6,87	3,93	3,86
janv-23	2,83	5,41	2,00	2,41
févr-23	2,30	6,85	2,00	3,85
mars-23	2,15	7,54	2,00	4,54
avr-23	2,87	7,63	2,00	4,63
mai-23	3,06	7,75	2,00	4,75
juin-23	3,53	7,49	2,00	4,49
juil-23	4,98	10,83	2,00	4,57
août-23	5,83	12,00	2,00	4,52
sept-23	6,11	12,00	2,00	4,64
oct-23	5,84	12,00	2,00	4,91
nov-23	6,45	12,00	2,00	5,30
déc-23	7,02	12,00	2,00	5,55
janv-24	7,44	12,00	2,00	5,58
févr-24	7,90	12,00	2,00	5,66
mars-24	8,76	13,66	2,00	6,24
avr-24	9,14	14,00	2,00	7,54
mai-24	8,93	14,00	2,00	7,75
juin-24	9,73	14,00	2,00	8,01
juil-24	10,29	14,00	2,00	8,04
août-24	8,69	14,00	2,00	8,07
sept-24	7,97	14,00	2,00	7,95
oct-24	5,77	14,00	2,00	7,57
nov-24	4,38	14,00	2,00	7,23
déc-24	4,16	14,00	2,00	7,10
janv-25	4,16	14,00	2,00	7,66
févr-25	4,73	14,00	2,00	8,26
mars-25	6,05	14,00	2,00	8,45
avr-25	6,56	14,00	2,00	8,69
mai-25	7,16	14,00	2,00	8,86
juin-25	7,77	14,00	2,00	8,94
juil-25	6,40	14,00	2,00	8,99
août-25	6,61	14,00	2,00	8,98
sept-25	7,61	14,00	2,00	8,97

Source : BRB

Annexe 7 : Structure des exportations en valeur (MBIF) et en volume (tonnes)

	T3-2024		T2-2025		T3-2025	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
PRODUITS PRIMAIRES	46 284,0	13 834,0	196 168,5	11 086,1	150 349,9	9 717,1
café marchand	8 395,1	942,9	71 254,6	3 891,4	25 519,6	1 505,8
coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
peaux brutes	490,1	52,4	958,2	350,2	714,3	403,8
thé	11 378,1	2 191,6	10 374,0	1 619,8	12 826,1	2 099,3
huile de palme brute	199,8	188,1	0,0	0,0	56,5	29,3
minérai autres que l'Or	12 800,1	136,5	5 752,5	117,9	14 741,1	259,2
métaux de terres rares	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	0,0	0,0	105 647,6	0,3	93 666,3	0,3
animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
poissons vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autres	13 020,8	10 322,5	2 181,6	5 106,3	2 826,0	5 419,4
PRODUITS MANUFACTURES	58 212,9	25 183,4	56 711,5	25 470,5	68 517,9	31 026,8
limonades, eaux gazeuses	81,6	51,5	30,9	42,8	111,7	164,1
bouteilles en verre foncé	3 117,7	791,3	4 695,6	1 227,4	4 208,0	1 078,7
bières	7 631,9	6 164,6	16 847,9	11 382,9	17 226,6	10 101,0
cigarettes	10 041,4	453,7	9 841,6	507,6	11 620,1	535,9
tissus de coton	2,8	2,0	130,6	42,9	120,1	42,6
sucré	0,2	1,6	0,0	0,0	4,7	0,9
farine de blé	11 777,5	7 374,1	4 631,7	2 531,7	7 305,8	3 987,7
farine de maïs	20,9	7,2	167,1	80,0	47,1	8,8
ciment portland	1,4	1,2	14,4	27,2	0,0	0,0
savons	3 866,8	1 834,1	2 892,7	1 582,5	3 097,1	1 546,5
Kérozène	2 818,5	577,4	0,0	0,0	3 630,6	619,3
Gazole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autres (1)	18 852,0	7 925,0	17 459,0	8 045,5	21 146,0	12 941,4
TOTAL	104 496,9	39 017,4	252 880,1	36 556,5	218 867,8	40 743,9

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Annexe 8 : Structure des importations en valeur (MBIF) et en volume (tonnes)

	T3-2024		T2-2025		T3-2025	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
I. BIENS DE PRODUCTION:	372 292,6	266 623,7	382 993,7	241 237,4	404 749,5	263 073,3
10. Métallurgie	26 388,6	12 791,2	25 675,9	10 669,2	45 939,3	19 818,5
11. Agriculture et élevage	66 408,0	42 635,6	112 628,9	56 579,6	152 885,8	94 855,0
12. Alimentation	56 702,3	35 493,0	57 781,2	34 332,9	35 305,0	16 787,9
13. Textile	2 130,3	108,7	665,0	60,6	2 231,6	116,3
14. Construction	37 269,2	118 419,7	35 306,7	88 386,8	35 389,1	83 860,0
15. Bois	951,3	752,3	698,7	387,7	1 225,9	853,5
16. Papier	929,6	356,8	4 051,0	1 229,9	2 204,4	811,0
17. Cuir	85,4	27,7	27,7	14,2	45,4	30,2
18. Autres biens de production:	181 427,9	56 038,7	146 158,5	49 576,6	129 523,0	45 940,7
180. Chimiques	9 810,3	3 073,3	9 744,7	2 854,2	11 038,8	3 620,0
181. Combustibles solides	656,9	5 534,5	48,1	6,2	0,5	0,7
182. Huiles minérales	134 523,4	40 559,6	98 701,9	38 023,3	82 811,0	33 330,3
183. Autres	36 437,3	6 871,4	37 663,7	8 692,9	35 672,7	8 989,8
II. BIENS D'EQUIPEMENT:	142 660,8	13 241,4	151 032,0	16 727,2	161 762,3	16 686,0
20. Chaudières,engins mécaniques	44 091,4	2 718,7	42 887,1	4 141,2	47 816,8	3 461,5
21. Pièces et outillages	15 798,7	4 385,4	16 030,1	5 252,0	15 089,6	5 072,8
22. Matériel électrique	32 254,2	2 122,3	35 922,9	2 252,8	45 049,0	2 966,7
23. Tracteurs,véhicules et engins/ transport	33 481,1	3 436,7	41 401,0	4 767,7	40 589,6	4 517,1
24. Autres biens d'équipement	17 035,5	578,3	14 791,0	313,5	13 217,3	667,8
III. BIENS DE CONSOMMATION:	267 028,8	93 100,6	329 475,9	91 066,0	381 313,3	96 588,9
30. Durables:	123 862,6	23 688,4	157 807,1	28 478,8	183 983,8	32 875,3
300. Textiles	23 468,3	3 198,4	35 458,6	7 508,0	32 543,8	5 982,3
301. Véhicules	24 557,3	2 897,9	31 713,6	3 044,2	35 426,2	3 492,9
302. Autres	75 837,0	17 592,1	90 634,8	17 926,6	116 013,8	23 400,2
31. Non durables:	143 166,2	69 412,3	171 668,8	62 587,3	197 329,5	63 713,6
310. Alimentaires	87 300,2	60 610,4	123 217,3	55 012,4	126 358,6	52 955,9
311. Pharmaceutiques	27 997,5	1 365,2	22 876,7	1 089,1	36 615,9	1 478,5
312. Autres	27 868,5	7 436,6	25 574,8	6 485,8	34 355,0	9 279,2
TOTAL	781 982,1	372 965,8	863 501,6	349 030,7	947 825,2	376 348,2

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Annexe 9 : Principaux indicateurs du secteur bancaire (en MBIF)

	30/09/2024	30/12/2024	30/03/2025	30/06/2025	30/09/2025
I. EMPLOIS	8 841 746,4	9 148 860,5	9 557 060,5	9 951 615,5	11 131 525,1
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	7 477 571,6	7 942 461,5	8 201 162,7	8 503 803,0	9 424 863,5
A. Actifs Liquides	3 124 360,1	3 319 547,1	3 473 579,1	3 474 867,9	3 881 182,2
Caisse	149 133,1	125 338,3	141 501,5	124 206,7	170 800,6
B.R.B.	776 980,6	723 825,6	571 474,8	625 010,8	751 027,0
Avoirs auprès des banques et assimilés	151 436,1	318 824,1	322 073,5	191 447,1	355 370,8
Prêts à l'Etat	2 046 810,2	2 151 559,1	2 438 529,3	2 534 203,3	2 603 983,8
Bons,Obligations du Trésor	1 809 251,7	1 897 036,5	2 166 733,6	2 209 841,2	2 263 468,3
Autres Titres	237 558,4	254 522,6	271 795,7	324 362,1	340 515,5
B. Crédits	4 353 211,5	4 622 914,3	4 727 583,7	5 028 935,1	5 543 681,3
Court terme	1 802 453,4	2 057 807,9	2 070 840,9	2 207 677,2	2 452 740,5
Moyen terme	1 149 161,6	1 175 050,6	1 222 065,1	1 340 683,5	1 372 543,8
Long terme	1 401 596,5	1 390 055,9	1 434 677,7	1 480 574,4	1 718 397,0
Crédits bail	-	-	-	-	-
I.2. Actif Immobilisé	434 926,2	462 829,0	473 578,4	487 317,8	495 070,4
I.3. Autres emplois	929 248,6	743 570,1	882 319,4	960 494,7	1 211 591,3
II. RESSOURCES	8 841 746,4	9 148 860,5	9 557 060,5	9 951 615,5	11 131 525,1
II.1. Principales ressources	6 861 155,6	7 214 240,1	7 545 553,2	7 750 560,4	8 815 914,4
Clientèle	5 045 690,5	5 222 330,1	5 525 715,1	5 860 204,0	6 519 963,4
dont 10 grands dépôts des banques	1 973 302,0	1 982 115,2	2 015 069,2	1 989 058,1	2 144 098,7
Refinancement auprès B.R.B.	472 276,5	494 828,1	500 861,5	416 669,3	443 137,6
Dettes envers banques et assimilés	1 343 188,6	1 497 081,9	1 518 976,6	1 473 687,1	1 852 813,4
II.2. Capital et réserves	872 804,0	881 412,9	944 812,2	984 569,2	1 003 487,2
II.3. Autres ressources	1 107 786,8	1 053 207,6	1 066 695,1	1 216 485,9	1 312 123,4
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	967 519,6	993 846,8	1 036 253,5	1 088 005,7	1 136 075,8
Fonds propres (en MBIF)	1 048 397,4	1 079 291,1	1 121 413,9	1 173 166,6	1 223 056,0
Risques pondérés	5 157 471,3	5 762 285,3	5 622 195,7	5 939 713,2	6 615 284,2
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	18,8	17,2	18,4	18,3	17,2
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	20,3	18,7	19,9	19,8	18,5
Ratio de levier (norme 5%)	10,9	10,9	10,8	10,9	10,2
Concentration du portefeuille crédits					
Grands risques	1 642 627,6	1 747 520,2	1 623 836,6	1 786 651,0	1 981 069,2
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	37,7	37,8	34,3	35,5	35,7
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	49,2	50,5	49,5	50,5	49,8
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	23,1	23,5	25,5	25,5	23,4
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	211,6	216,5	235,3	232,9	229,2
Qualité du portefeuille crédits					
Impayés	565 602,0	508 120,7	679 388,1	582 038,2	820 939,2
Créances à surveiller	382 561,5	336 871,3	492 342,3	382 908,3	611 473,9
Créances Non performantes	183 040,5	171 249,4	187 045,8	199 129,9	209 465,3
Créances pré douteuses	71 654,8	43 376,1	50 170,6	59 007,2	49 181,2
Créances douteuses	58 149,5	65 491,3	48 539,6	54 432,3	73 086,7
Créances compromises	53 236,2	62 382,0	88 335,6	85 690,4	87 197,4
Dépréciations	90 243,0	97 105,0	113 331,8	115 166,3	127 258,2
Taux des prêts non performants	4,2	3,7	4,0	4,0	3,8
Taux d'impayés	13,0	11,0	14,4	11,6	14,8
Taux de provisionnement	49,3	56,7	60,6	57,8	60,8
Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIIF	172,6	170,9	185,9	178,3	181,3
Coefficient de liquidité en devises	199,6	212,4	151,9	189,8	153,8
Total crédits/total dépôts (en %)	86,3	88,5	85,6	85,8	85,0
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (en %)	114,0	114,0	122,5	121,8	110,6
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	39,1	38,0	36,5	33,9	32,9
Rentabilité et performance					
Résultat avant impôt	183 830,2	259 199,0	71 442,2	146 492,7	220 934,6
Résultat net de l'exercice	148 405,0	213 800,3	61 128,8	122 223,5	182 750,0
Produit Net Bancaire	428 861,6	592 823,9	183 766,9	341 461,1	529 953,8
ROA	1,68	2,3	0,6	1,23	1,64
ROE	14,2	19,8	5,5	10,4	14,9

Source : BRB